

ALLOCATION CHÔMAGE

Le gouvernement fait le point

Après quatre ans depuis l'instauration du dispositif de l'allocation chômage, l'heure est à l'évaluation. En effet, ce dossier a été à l'ordre du jour d'une réunion du gouvernement tenue hier à Alger sous la présidence du Premier ministre, Sifi Ghrieb. « Le gouvernement a examiné un rapport d'évaluation du dispositif de l'allocation chômage, instauré en février 2022 sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune », lit-on dans un communiqué des services du Premier ministre. P 3



LA CACI SIGNE UN MÉMORANDUM D'ENTENTE AVEC SON HOMOLOGUE BRITANNIQUE

Renforcer les échanges commerciaux algéro-britanniques

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a signé avec son homologue britannique un mémorandum d'entente visant à renforcer la coopération bilatérale et à promouvoir les opportunités de partenariat et d'investissement offertes dans divers domaines économiques et commerciaux entre les deux pays, a indiqué hier la CACI dans un communiqué.

P 2

IMPORTATION D'UN MILLION DE MOUTONS POUR L'AÏD

D'importants moyens mobilisés par l'État

À l'approche de l'Aïd el-Adha, l'Algérie a lancé une nouvelle opération d'importation massive de moutons afin de répondre à une demande nationale en forte hausse. L'expert en agriculture et ancien cadre au ministère de l'Agriculture, Mustapha Benaoui, est revenu hier sur cette opération, pilotée par le ministère de l'Agriculture, visant à approvisionner le marché national et à atténuer la pression sur un cheptel local en baisse.

P 5

SOMMET MINISTÉRIEL AFRICAÏN DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Adoption de la «Déclaration d'Alger»

Les travaux du sommet ministériel africain, organisé dans le cadre du Global Africa Tech 2026, tenu du 28 au 30 mars à Alger, se sont achevés par l'adoption d'un texte fondateur : la « Déclaration ministérielle d'Alger sur la souveraineté des télécommunications africaines et la connectivité intégrée ». À l'issue des délibérations, quatorze articles ont été validés, posant les jalons d'un cadre continental structurant pour la période 2026-2030.

P 16

PARTENARIAT ALGÉRO-ITALIEN
Réunion de coordination entre Holdin SNS et l'italien Danieli P 2

AVEC UNE PRODUCTION DE 11 MILLIONS DE MÈTRES CUBES D'HÉLIUM EN 2025
L'Algérie se classe au quatrième rang mondial P 5

8E CONFÉRENCE DE L'ASSOCIATION ALGÉRIENNE DE L'INDUSTRIE DU GAZ
Les recommandations des participants P 16

**PARTENARIAT
ALGÉRO-ITALIEN**
**Réunion de
coordination
entre Holdin SNS
et l'italien
Danieli**

Le Holding SNS (Société nationale de sidérurgie) a organisé, avant-hier à Alger une réunion de travail avec le groupe italien Danieli, indique la société dans un communiqué. Cette rencontre a été consacrée au renforcement de la coordination et au suivi des projets communs en cours, dans un contexte marqué par la dynamique croissante des partenariats industriels internationaux du groupe. La réunion a été présidée par M. Slimane Arar, directeur général du Holding SNS, en présence de plusieurs responsables de haut niveau, dont M. Aroldo Curzi Mattei, président de la Fondation Enrico Mattei pour le développement économique et social, et Mme Anna Mareshi Danieli, vice-présidente du groupe Danieli. Ont également pris part à cette rencontre les directeurs généraux des filiales concernées, à savoir M. Reda Las-ladj (groupe SIDER), M. Fouad Rouainia (ANABIB), M. Arezki Tighilt (ALFAPIPE) et M. Messaoud Bellili (Al Solb), ainsi que des cadres dirigeants du holding. Les travaux ont porté sur l'examen et la coordination des aspects techniques, commerciaux et opérationnels des projets en cours au niveau de trois filiales — EPE ANA-BIB SPA, SIDER et EPE ALFA-PIPE SPA — avec un accent particulier sur la fluidité de l'exécution à toutes les étapes et l'accélération du rythme de réalisation conformément aux normes industrielles les plus élevées. Cette initiative s'inscrit, indique-t-il, dans une démarche stratégique visant à valoriser les capacités nationales et à renforcer l'intégration industrielle à travers des partenariats efficaces avec des groupes internationaux de premier plan, contribuant ainsi à la croissance économique et à la réalisation de l'ambition du pays de générer une véritable valeur ajoutée.

R.E.

**LA CACI SIGNE UN MÉMORANDUM D'ENTENTE AVEC SON
HOMOLOGUE BRITANNIQUE**
**Renforcer les échanges commerciaux
algéro-britanniques**

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a signé avec son homologue britannique un mémorandum d'entente visant à renforcer la coopération bilatérale et à promouvoir les opportunités de partenariat et d'investissement offertes dans divers domaines économiques et commerciaux entre les deux pays, a indiqué hier la CACI dans un communiqué.

Par Zahir R.

En effet, le mémorandum d'entente « vise à renforcer les échanges commerciaux et à promouvoir les expositions et foires commerciales conjointes, grâce à l'expérience de chaque partie dans l'organisation et la gestion de tels événements ». Il s'agit également, ajoute la même source, de « favoriser l'échange d'informations commerciales pour faciliter l'accès aux marchés » et de « développer les programmes de formation et de renforcement des capacités ». Le document a été signé mardi au siège de l'ambassade d'Algérie à Londres par le Directeur général de la CACI, Kouidri Chakib Ismail, et le président exécutif des Chambres de commerce de

l'ouest de Londres, Alan Rides. La cérémonie s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie à Londres, Nouredine Yazid, de la membre du Parlement du Royaume-Uni et envoyée commerciale en Algérie, Yasmin Qureshi, du PDG de la Société algérienne des foires et exportations (SA-FEX), Karim Boukadoum, du président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), Tarek Boulmerka, du représentant du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Salim Haddoud, ainsi que de nombreux opérateurs économiques. Il est à rappeler qu'une vingtaine d'entreprises publiques et privées sont présentes au Salon international de l'alimentation "International Food and Drinks Event" (IFE, 30 mars-1er avril), orga-

nisé dans la capitale britannique, Londres. Une participation qui vise à promouvoir le label "Made in Algeria" sur le marché britannique et européen. Le stand algérien expose une variété de produits de haute qualité, certains déjà renommés, comme les dattes et l'huile d'olive, et d'autres qui se frayent graduellement un chemin vers les marchés internationaux, comme les huiles de table, les fruits et légumes, les chocolats et les fromages. À ces produits du terroir s'ajoutent encore le miel, les eaux minérales et gazeuses, ainsi qu'une gamme de produits agricoles frais, tout aussi réputés et appréciés sur les marchés européens, comme les oranges, les pommes, les tomates et les poivrons.

ALGERIA INVEST AWARDS

L'ADC et le Groupe GICA distingués pour leurs projets à fort impact stratégique

La Société algérienne de dessalement de l'eau (ADE), filiale du groupe Sonatrach, et le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) ont été primés lors des Algeria Invest Awards, organisés en marge du Salon international "Algeria Invest Expo 2026", tenu du 26 au 29 mars au Centre des conventions Ahmed-Benahmed d'Oran, pour leurs projets à fort impact économique, environnemental et social. L'ADE a été distinguée en reconnaissance de ses efforts soutenus dans le développement du dessale-

ment de l'eau de mer et le renforcement de la sécurité hydrique en Algérie, à travers la réalisation de projets structurants contribuant à garantir un approvisionnement durable en eau potable. De son côté, le Groupe GICA a été récompensé par le prix "Environment & Sustainability Awards", saluant son projet innovant de valorisation énergétique des déchets, visant à mettre en place une filière de combustibles alternatifs destinés à l'industrie du ciment, avec pour objectif de substituer progressivement une partie du gaz naturel.

Ce projet s'inscrit dans une dynamique d'économie circulaire, permettant de transformer les déchets en énergie tout en réduisant la pression sur les ressources gazières nationales et en contribuant à la transition vers une industrie bas-carbone. L'entreprise SFA Belmadani, spécialisée dans les solutions industrielles et les équipements techniques, a été primée pour ses initiatives contribuant à la modernisation de l'outil de production et au renforcement du tissu industriel. Dans le domaine de la construction

métallique, l'unité Metal Fab, relevant de SNC Metal, a été récompensée pour son savoir-faire dans la réalisation de structures métalliques complexes, notamment dans les projets industriels et d'infrastructures, témoignant du développement des capacités nationales en ingénierie et fabrication. De son côté, le bureau d'études Chaib (CERCES) a été distingué pour ses travaux dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

R.E.

AIR ALGÉRIE

Réouverture de la ligne Alger-Budapest via Vienne

La ligne aérienne de la compagnie nationale Air Algérie reliant Alger et la capitale hongroise, Budapest, via Vienne (Autriche), interrompue depuis la survenue de la pandémie du Covid-19 en 2020, a été relancée mercredi à travers un vol inaugural au départ de l'aéroport international Houari Boumediène. Cette nouvelle liaison sera effectuée à raison de deux fréquences par semaine, chaque mercredi à 10h30 et chaque samedi à 11h50, avec deux vols

retour, les samedis à 16h35 et les mercredis à 17h10, entre l'aéroport d'Alger et l'aéroport international Franz Liszt de Budapest. Présent au niveau de l'aéroport Houari Boumediène au lancement de ce vol inaugural, l'ambassadeur de Hongrie en Algérie, Gabor Levente Szarka, a souligné, lors d'un point de presse, que cet événement constitue "un jalon essentiel dans les relations algéro-hongroises". Le diplomate a estimé que "l'amitié historique" entre les deux pays a pris un

nouvel élan à travers cette liaison qu'il juge "stratégique". "Ce vol est un signe de confiance facilitant la mobilité des chefs d'entreprises, accélérant l'échange de marchandises et ouvrant de nouvelles voies à l'investissement", a-t-il affirmé, ajoutant que des discussions "concrètes" sont en cours entre les agences de voyage algériennes et hongroises afin de promouvoir le tourisme entre les deux pays.

APS

HYDROCARBURES

ALNAFT fixe au 19 avril la date de la prochaine "Bid Round"

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a annoncé, mercredi dans un communiqué, que la date officielle de la prochaine opération d'appel à concurrence internationale, dite "Bid Round", a été fixée au 19 avril 2026, précisant que cette édition portera sur sept (7) blocs d'exploration. Selon le communiqué, cette nouvelle étape

s'inscrit dans la continuité du processus déjà engagé et marque une étape structurante dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures. ALNAFT a indiqué que les sept blocs proposés seront mis à l'appel conformément aux dispositions réglementaires en vigueur ainsi qu'aux standards internationaux de transparence et de compé-

titivité. Le "Bid Round" constitue un mécanisme ouvert permettant aux compagnies pétrolières de soumettre leurs offres pour l'obtention de périmètres d'exploration, dans un cadre que l'agence qualifie de "clair, équitable et attractif" pour l'investissement. A travers cette opération, ALNAFT réaffirme son engagement en faveur de la transparence, de la valorisation optimale

des ressources nationales et du renforcement de partenariats durables avec les acteurs internationaux du secteur, a ajouté la même source. Les informations complémentaires relatives aux blocs concernés, aux conditions de participation et au calendrier détaillé de l'opération seront communiquées ultérieurement, selon le communiqué.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALLOCATION CHÔMAGE

Le gouvernement fait le point

Après quatre ans depuis l'instauration du dispositif de l'allocation chômage, l'heure est à l'évaluation. En effet, ce dossier a été à l'ordre du jour d'une réunion du gouvernement tenue hier à Alger sous la présidence du Premier ministre, Sifi Ghrieb.

Par Zahir R.

« **L**e gouvernement a examiné un rapport d'évaluation du dispositif de l'allocation chômage, instauré en février 2022 sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune », lit-on dans un communiqué des services du Premier ministre. Le gouvernement a affirmé que ce mécanisme s'est imposé comme un outil central de la politique de l'emploi, caractérisé par une large couverture et une gestion numérisée efficace. Il garantit un revenu minimum aux primo-demandeurs d'emploi, désormais revalorisé à 18 000 dinars depuis janvier 2026. Le dispositif ne se limite pas à un simple soutien financier. Il inclut également des mesures d'accompagnement vers l'insertion professionnelle, ainsi qu'une offre de formations spécialisées adaptées aux besoins du marché du travail national. Cette approche vise à doter les jeunes des compétences nécessaires pour s'insérer durablement dans le tissu économique. L'Agence nationale de l'emploi (ANEM), en charge du dossier, a multiplié ses efforts ces derniers mois pour accompagner les demandeurs d'emploi et renforcer leurs chances d'obtenir des postes permanents. Le directeur général de l'Agence, M. Abdelkader Djaber, avait déclaré que, grâce à

des « forums et techniques de recherche d'emploi », les concernés sont préparés aux entretiens professionnels et à la rédaction de CV, afin d'optimiser leurs chances d'accès à l'emploi. « 48 000 ateliers ont été organisés en 2025, avec la participation de pas moins de 35 000 demandeurs d'emploi, dont 85 % sont bénéficiaires de l'allocation chômage », avait-il fait savoir. M. Djaber avait affirmé, en outre, que les efforts consentis dans le cadre de l'action de l'ANEM interviennent en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les mécanismes d'aide sociale et d'insertion professionnelle au profit des jeunes.

Il est à rappeler que l'État a mobilisé, au titre de l'exercice 2026, un budget conséquent de 420 milliards de dinars pour l'allocation chômage au profit de plus de 2,3 millions de bénéficiaires.

Plusieurs dossiers examinés

Au-delà de l'allocation chômage, la réunion du gouvernement a également abordé des projets structurants dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment la prévention et la prise en charge du handicap, ainsi que le développement de grands projets d'infrastructure tels que le système d'approvisionnement en eau dessalée pour

les wilayas d'Alger et de Blida.

Le gouvernement a également pris connaissance d'une présentation consacrée à la valorisation des produits issus de la recherche scientifique développés au sein des universités et centres de recherche. Plusieurs prototypes, prêts à la production et à la commercialisation, ont été mis en avant dans des domaines variés tels que l'agriculture, l'agroalimentaire, les énergies renouvelables, la santé, l'environnement et les technologies industrielles. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie visant à renforcer les liens entre l'université et son environnement économique, tout en soutenant une économie fondée sur le savoir et l'innovation. Dans le même sillage, un exposé a été consacré à la restructuration du secteur de l'énergie et des énergies renouvelables, avec pour objectif d'adapter son organisation aux nouveaux enjeux liés au développement des énergies propres, à la mobilité électrique et à l'hydrogène. Ce projet traduit la volonté des hautes autorités du pays d'accélérer la transition énergétique et d'améliorer l'efficacité du système énergétique national. Enfin, le gouvernement a poursuivi l'examen des feuilles de route sectorielles pour la période 2026-2028, en se penchant notamment sur celle dédiée au secteur de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie.

IMPORTATION D'UN MILLION DE MOUTONS POUR L'AÏD

D'importants moyens mobilisés par l'État

Par Réda Hadi

« **A** l'approche de l'Aïd el-Adha, l'Algérie a lancé une nouvelle opération d'importation massive de moutons afin de répondre à une demande nationale en forte hausse. L'expert en agriculture et ancien cadre au ministère de l'Agriculture, Mustapha Benaoui, est revenu hier sur cette opération, pilotée par le ministère de l'Agriculture, visant à approvisionner le marché national et à atténuer la pression sur un cheptel local en baisse. Il a en effet livré une analyse détaillée des défis logistiques, économiques et structurels liés à cette opération, tout en appelant à une vision stratégique à long terme pour la filière ovine. Invité par nos collègues de la radio nationale, il explique que la première cargaison de moutons importés est arrivée récemment au port d'Alger, marquant le début d'une campagne qui devrait s'intensifier dans les prochaines semaines. Quatre pays fournisseurs ont été retenus dans le cadre de cette opération : l'Espagne, la Roumanie, le Brésil et l'Uruguay. Selon l'expert, cette diversification des sources d'approvisionnement constitue à la fois un atout et un défi en termes de gestion, d'autant que l'opération s'étalera sur une période d'environ 60 jours, « avec un objectif affiché de distribution d'un million de têtes à travers le territoire national ». « Nous sommes en face d'une période de deux mois pour livrer un million de têtes, ce qui n'est pas une chose aisée », a déclaré M Benaoui, insistant sur « la multiplicité des étapes, allant de l'arrivée des animaux à leur mise en quarantaine, puis à leur distribution via des points de vente dé-

diés ».

Tout en indiquant que cinq ports sont concernés par la réception des cargaisons, à savoir Oran, Mostaganem, Ténès, Alger et Annaba, il dira qu'« après leur arrivée, les moutons seront soumis à une quarantaine sanitaire d'une durée variant entre 20 jours et un mois, incluant des opérations de dépistage avant leur mise sur le marché. »

Une fois débarqués, les moutons doivent passer par une phase de quarantaine pouvant durer de 20 jours à un mois. Cette étape est cruciale pour effectuer les contrôles sanitaires nécessaires et prévenir l'introduction de maladies. L'expert a insisté sur l'importance d'un suivi rigoureux, notamment après les insuffisances constatées lors de la campagne précédente. Au-delà de la quarantaine, la prise en charge du cheptel représente un défi logistique majeur. Chaque animal nécessite entre 600 et 700 grammes d'aliments par jour, soit un besoin global estimé à près de 30 000 tonnes d'aliments. À cela s'ajoute l'approvisionnement en eau, évalué entre 3 et 5 litres par jour et par tête. Dans un contexte marqué par des tensions sur les ressources fourragères, cette exigence logistique pose de sérieuses contraintes.

Le transport constitue également un maillon essentiel. Des camions spécialisés sont requis pour acheminer les animaux vers les différentes régions du pays. Un camion aménagé peut transporter jusqu'à 120 têtes, contre 60 pour un véhicule standard. Là encore, l'organisation et la disponibilité des moyens logistiques sont déterminantes pour le bon déroulement de l'opération.

Concernant la distribution, M. Bennaoui a plaidé pour une meilleure organisation des points de vente et surtout pour l'implication des éleveurs. Selon lui, confier cette mission exclusivement à l'administration limite l'efficacité du dispositif. Il a recommandé d'associer les grands éleveurs, qui disposent de l'expérience, des infrastructures et des moyens nécessaires pour gérer la commercialisation du bétail.

La question de l'équité dans la distribution reste également posée. L'an dernier, de longues files d'attente et des difficultés d'accès ont été observées. Pour l'expert, ces tensions s'expliquent principalement par un déficit structurel entre l'offre et la demande. En effet, les besoins nationaux pour la période allant de mars à août sont estimés entre 5 et 6 millions de têtes, alors que le cheptel disponible reste insuffisant.

Avec un cheptel national estimé à environ 17 à 18 millions de têtes, dont seule une partie est destinée à l'abattage, l'Algérie fait face à un déficit structurel. L'importation d'un million de moutons apparaît ainsi comme une mesure de soutien, mais insuffisante pour combler entièrement le gap.

Sur le plan des prix, les moutons importés seront proposés autour de 50 000 dinars, un tarif jugé relativement accessible pour les ménages à revenu moyen. Ce positionnement vise à atténuer la flambée des prix observée sur le marché local, où les tarifs peuvent atteindre des niveaux bien plus élevés. Pour les pouvoirs publics, il s'agit de concilier pouvoir d'achat des citoyens et préservation des intérêts des éleveurs.

ORAN

Arrivée de la première cargaison d'ovins provenant de Roumanie

« **D** eux navires transportant la première cargaison de moutons en provenance de Roumanie, estimée à 17.250 têtes, ont accosté, mercredi matin au port d'Oran, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'importation des moutons de l'Aïd El Adha, a indiqué le directeur général de l'Office régional des viandes de l'Ouest.

M. Mohamed Belaoun a signalé, dans une déclaration à la presse, que les deux navires arrivés, mercredi matin, transportaient au total 17.250 têtes ovines, dont 7.000 à bord du premier navire et 10.250 à bord du second. Il a ajouté que le déchargement des deux cargaisons interviendra dès l'achèvement des procédures de contrôle sanitaire effectuées par les inspecteurs vétérinaires. Il a également souligné que tous les moyens humains et logistiques ont été mobilisés, en présence du directeur des services agricoles, des cadres de l'Entreprise portuaire d'Oran et des représentants des autorités locales.

Ces têtes ovines seront placées en quarantaine dans deux centres situés dans la wilaya d'Oran, préalablement aménagés et préparés à cet effet. Pour rappel, cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures visant à répondre à la demande nationale en moutons de l'Aïd et à assurer leur disponibilité à travers les différentes wilayas du pays.

APS

TRANSPORT MARITIME

Tenue le 15 avril à Alger de la 3e édition du Forum maritime

« **L** a 3e édition du Forum maritime d'Alger se tiendra le 15 avril prochain à Alger sous le thème "Shipping Finance – Structures d'investissement et nouveaux modèles économiques", avec la participation de plusieurs acteurs du secteur maritime et financier, ont indiqué mercredi les organisateurs dans un communiqué. Prévu à l'hôtel Mercure (Alger), cet événement réunira notamment des décideurs, des armateurs, des investisseurs, des institutions financières, des autorités publiques ainsi que des opérateurs portuaires, selon la même source. Cette édition sera consacrée à la "shipping finance", une branche spécialisée de la finance dédiée au financement du transport maritime, qui sera abordée, pour la première fois en Algérie, dans le cadre d'un forum dédié, ont précisé les organisateurs. La rencontre devra permettre d'examiner les mécanismes de financement du transport maritime ainsi que l'évolution des modèles économiques du secteur, dans un contexte marqué par une modernisation accélérée des activités maritimes. Selon le communiqué, les discussions porteront notamment sur les dynamiques d'investissement dans le domaine de la "shipping finance", le rôle des banques, des fonds spécialisés et des investisseurs institutionnels, ainsi que les nouveaux modèles de structuration et de propriété des actifs maritimes. Les échanges devront également aborder les partenariats public-privé, les investissements transfrontaliers et le développement de hubs maritimes émergents.

MÉTAUX PRÉCIEUX
L'or signe en mars sa plus forte baisse mensuelle depuis 2008

L'or évoluait mardi près de 4.600 dollars l'once, mais s'acheminait néanmoins vers sa plus forte baisse mensuelle depuis près de vingt ans, dans un contexte de raffermissement du dollar et d'atténuation des perspectives de baisse des taux d'intérêt américains. L'or au comptant progressait de 1,8% à 4.593,12 dollars l'once vers midi, après avoir atteint son plus haut niveau depuis le 20 mars. De leur côté, les contrats à terme américains sur l'or, pour livraison en avril, gagnaient 1,2% à 4.610 dollars. Sur l'ensemble du mois de mars, le métal jaune a toutefois perdu plus de 13%, ce qui le place sur la voie de sa plus forte chute mensuelle depuis octobre 2008. Malgré ce repli, l'or affiche encore une hausse de plus de 6% sur le trimestre, après avoir atteint un record de 5.594,82 dollars l'once le 29 janvier. Cette baisse intervient alors que le dollar américain se dirige vers sa plus forte progression mensuelle depuis juillet, rendant l'or plus coûteux pour les acheteurs utilisant d'autres devises. Par ailleurs, la poursuite des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui dure depuis un mois, a contribué à la hausse des prix du pétrole et ravivé les craintes d'un ralentissement économique mondial. Considéré comme une valeur refuge face à l'inflation et aux risques géopolitiques, l'or a néanmoins reculé de plus de 14 % depuis le début de l'escalade militaire au Proche-Orient le 28 février, les marchés anticipant désormais une politique monétaire américaine plus restrictive. Dans ce sillage, les opérateurs du marché monétaire ont presque totalement écarté l'hypothèse d'une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis cette année, alors qu'ils tablaient auparavant sur environ deux baisses. Sur les autres métaux précieux, l'argent au comptant montait de 4,9 % à 73,39 dollars l'once, le platine gagnait 1,1 % à 1.920,68 dollars, tandis que le palladium avançait de 4,6 % à 1.471,07 dollars. R. E.

CNEP-BANQUE
L'assurance habitation généralisée dans toutes les agences

La CNEP-Banque et CASH Assurances ont annoncé, mardi dans un communiqué commun, la généralisation, à compter du 1er avril 2026, de la commercialisation des produits d'assurance "Catastrophes Naturelles" (CAT-NAT) et "Multirisques Habitation" (MH) dans l'ensemble des agences de la banque à travers le territoire national. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique entre les deux institutions, après un déploiement pilote lancé le 9

novembre 2025 dans 36 agences. Le dispositif couvrira désormais l'ensemble du réseau de la CNEP-Banque, composé de 231 agences, facilitant l'accès des citoyens à des solutions d'assurance adaptées à la protection de leurs biens immobiliers. L'assurance CAT-NAT protège contre les risques naturels majeurs tels que les séismes, inondations, tempêtes et glissements de terrain. L'assurance Multirisques Habitation offre, quant à elle, une couverture contre les sinistres domestiques, notamment incendie,

dégâts des eaux, vol, bris de glace, tout en incluant une garantie de responsabilité civile et un service d'assistance domiciliaire. Les deux institutions mettent en avant la complémentarité de leurs expertises : CASH Assurances pour la gestion des risques et la CNEP-Banque pour le financement immobilier et la bancassurance. Selon elles, cette démarche vise à renforcer la protection du patrimoine immobilier des citoyens, en proposant des solutions accessibles et adaptées à leurs besoins. APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
Le ministre reçoit la vice-présidente de la Commission de l'UA

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, mardi à Alger, la vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Selma Malika Haddadi, accompagnée du directeur des services médicaux et de santé de l'UA, Dr Adamu Isah, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, le ministre a passé en revue la dynamique que

connait le secteur de l'industrie pharmaceutique en Algérie, soulignant que la production locale couvre aujourd'hui 82% des besoins du marché national en médicaments, et que les unités industrielles en Algérie représentent le tiers des unités de l'Afrique. De son côté, Mme Haddadi a fait part de l'intention de l'UA d'approvisionner la clinique sanitaire relevant de l'UA en médicaments produits en Algérie, au vu de leur qua-

lité et de leur disponibilité, outre leur prix compétitif. Elle a également salué les efforts déployés par l'Algérie dans le développement de l'industrie pharmaceutique, qui lui ont permis de s'ériger en pôle régional pionnier dans le soutien aux capacités africaines et le renforcement de l'intégration continentale en matière de production de médicaments et de vaccins. APS

VALEURS MOBILIÈRES
La COSOB examine les défis de la surveillance et de l'intelligence artificielle lors d'une réunion régionale

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB), représentée par son président Youcef Bouzenada, a participé, par visioconférence, à la réunion annuelle du Comité régional Afrique et Moyen-Orient de l'Organisation internationale des commissions de Valeurs (OICV), indique mardi un communiqué de la Commission. Cette rencontre a servi de plateforme pour l'échange de vues et d'expertises entre les membres de l'organisation sur des sujets d'intérêt commun, les participants ayant présenté des mises à jour sur l'état actuel de leurs marchés ainsi que sur les mesures adoptées pour garantir leur résilience et leur stabilité.

La réunion a également permis d'aborder les défis liés à la surveillance, à l'utilisation des technologies et à l'intelligence artificielle. Les membres ont partagé leurs expériences en matière d'utilisation de la technologie à des fins de supervision et de renforcement de la coopération transfrontalière dans ce domaine. Cette réunion a constitué une occasion pour

renforcer la coopération entre les autorités de surveillance de la région et le partage des meilleures pratiques, contribuant ainsi au développement des marchés financiers et à la protection des investisseurs, souligne le communiqué. APS

JUSTICE
La loi organique portant statut de la magistrature publiée au JO

La loi organique portant statut de la magistrature a été publiée dans le dernier numéro du Journal officiel (JO). Les dispositions de cette loi définissent les droits et obligations des magistrats, l'organisation du déroulement de leur carrière professionnelle, comprenant la formation, les conditions de recrutement, de nomination et de titularisation, ainsi qu'un ensemble de garanties, dont celles assurant leur protection durant l'exercice de leurs fonctions. De même que celles garantissant la stabilité professionnelle des magistrats, tout en les soumettant aux obligations de réserve et de se préserver de toute suspicion et attitude portant préjudice à leur autorité et indépendance. Au titre des obligations, les concernés sont également interdits d'activités politiques et d'adhésion à un parti politique. Ladite loi vise, en outre, à moderniser les services publics de la justice et le renforcement de leur efficacité, afin de garantir la confiance du citoyen à l'égard de la justice et allant dans le sens des réformes institutionnelles engagées par le pays. APS

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-13,52	8,09	10,14	200	69 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	1400,00	0,07	0,06	-0,70	9,00	5,66	52140	72 996 000,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,53	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 210,00	2200,00	-0,45	-1,44	-3,06	10,49	5,68	1000	2 200 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,05	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,49	3,97	5,00	20	8 400,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 01 أبريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Avril 2026

Produits	Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	دج / كغ	
Légumes frais	Pomme de terre	71	79	63	البطاطا
	Tomate	148	164	133	الطماطم
	Oignon sec	102	111	94	البصل الجاف
	Ail sec	985	1090	881	الثوم الجاف
	Carotte	106	119	94	الجزر
	Navet	116	129	104	اللفت
	Choux fleur	150	165	136	قرنبيط
	Choux	101	113	88	الكرنب
	Courgette	115	128	102	الكوسة
	Haricot vert	337	366	307	الفاصولياء الخضراء
Laitue	134	148	120	الخس	
Fruits frais	Orange	231	280	183	البرتقال
	Citron	187	210	164	الليمون
	Pomme locale	429	516	342	التفاح المحلي
	Datte	500	631	369	التمر
	Banane	454	474	433	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1955	2096	1813	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	431	443	418	الدجاج
	Ceufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

AVEC UNE PRODUCTION DE 11 MILLIONS DE MÈTRES CUBES D'HÉLIUM EN 2025

L'Algérie se classe au quatrième rang mondial

L'Algérie consolide sa position d'acteur incontournable sur l'échiquier mondial de l'hélium en 2025, malgré les tensions persistantes qui pèsent sur l'offre internationale. Avec une production constante avoisinant les 11 millions de mètres cubes, le pays préserve son rang de quatrième fournisseur à l'échelle globale, se plaçant directement après les États-Unis, le Qatar et la Russie.

Par S. R.

À l'échelle globale, la production d'hélium a atteint 190 millions de mètres cubes en 2025, en hausse de 7 millions par rapport à l'année précédente, selon des données récentes de la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Ce gaz rare, aux propriétés physico-chimiques uniques, s'impose comme une ressource indispensable pour des secteurs de pointe tels que l'électronique, l'aérospatial, la médecine et les technologies de communication. Sa capacité à rester liquide à des températures extrêmement basses en fait notamment un élément clé des systèmes de refroidissement avancés. Dans ce paysage mondial, la position de l'Algérie se distingue par sa stabilité. Contrairement à d'autres grands producteurs, le pays n'a en-

registré ni hausse ni baisse significative de sa production entre 2024 et 2025. Cette constance traduit une certaine maîtrise des capacités d'exploitation, mais révèle également des marges d'expansion encore limitées à court terme. Toutefois, l'évolution récente du marché international pourrait jouer en faveur d'Algérie. Depuis la fin du mois de février 2026, les exportations du Qatar, deuxième producteur mondial, sont fortement perturbées à la suite d'attaques ayant affecté le complexe gazier de Ras Laffan, dans le contexte de la conflit Iran-Qatar 2026. Cette situation a entraîné une contraction de l'offre mondiale, susceptible de provoquer une hausse des prix. Dans ce contexte de tension, l'Algérie pourrait bénéficier d'une fenêtre d'opportunité pour renforcer sa présence sur les marchés internationaux,

notamment en Europe et en Asie. Cependant, cette perspective reste conditionnée par sa capacité à accroître sa production, un défi qui implique des investissements lourds et une planification industrielle adaptée. Par ailleurs, le pays dispose d'atouts non négligeables en matière de réserves. À l'instar du Qatar, l'Algérie figure parmi les principales puissances mondiales en termes de ressources d'hélium, dans un classement dominé par les États-Unis, qui détiennent près de 40 % des réserves mondiales estimées à 52 milliards de mètres cubes. L'importance de l'hélium dépasse largement le simple cadre économique pour s'inscrire dans une dimension stratégique majeure. Ce gaz est désormais un pilier de la souveraineté industrielle en raison de son utilisation indispensable dans la pro-

duction de semi-conducteurs, de fibres optiques, de dispositifs médicaux et de technologies liées à l'espace. Dans ce cadre, l'Algérie dispose de sérieux atouts grâce à ses vastes ressources et son savoir-faire reconnu dans l'industrie gazière. Cette expertise permet au pays de se positionner comme un partenaire clé pour garantir la stabilité et la sécurité des chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale. Bien que la production du pays reste constante dans l'immédiat, les transformations en cours sur la scène internationale offrent des horizons inédits. L'Algérie se situe désormais à une étape charnière, entre défis structurels et opportunités de marché, lui permettant de mieux exploiter ses gisements d'hélium et de renforcer durablement son influence au sein d'un secteur industriel en pleine mutation.

8^e CONFÉRENCE DE L'ASSOCIATION ALGÉRIENNE DE L'INDUSTRIE DU GAZ

Les recommandations des participants

Les participants aux travaux de la 8^e conférence de l'Association algérienne de l'industrie du gaz, dont les travaux se sont achevés, mardi soir à Oran, ont souligné la nécessité de renforcer la place du gaz naturel en tant qu'élément essentiel pour assurer la sécurité énergétique, notamment dans un contexte de transformations mondiales accélérées vers des énergies plus propres et durables. Les participants ont recommandé d'"accélérer le développement de l'hydrogène, en particulier l'hydrogène à faible teneur en carbone, en tant que ressource stratégique pour le mix énergétique futur", ainsi que d'"investir dans la numérisation et l'intelligence artificielle, compte tenu de leur rôle clé dans l'amélioration des performances de l'industrie ga-

zière, l'augmentation de l'efficacité opérationnelle et le renforcement de la prise de décision". Ils ont également appelé à "l'intégration des critères de durabilité (ESG) à toutes les étapes de la chaîne de valeur, afin d'assurer un équilibre entre performance économique et responsabilité environnementale et sociale", ainsi qu'à "accorder une attention particulière au capital humain, considéré comme le principal moteur du développement du secteur, à travers la formation continue, la promotion de l'innovation et l'attraction des compétences". Les recommandations portent aussi sur "le soutien à l'innovation et aux startups, ainsi que la création d'un environnement propice aux nouvelles idées, contribuant au développement de solutions technologiques

locales compétitives" et sur "le renforcement des partenariats internationaux et de la coopération régionale pour favoriser l'échange d'expertises, le transfert de technologies et l'adaptation aux évolutions mondiales du secteur énergétique". De son côté, le secrétaire général de l'Association algérienne de l'industrie du gaz, Khaled Badji, a affirmé que cette édition a été un succès grâce à la participation d'experts et de spécialistes du domaine de l'énergie, ainsi qu'à la présence de plus de 700 participants issus des différentes filiales de Sonatrach et Sonelgaz. Il a également indiqué que l'année 2029 a été retenue pour la prochaine édition élargie de l'association. Par ailleurs, le président de l'Union internationale du gaz, Andrea Ste-

gher, après avoir suivi les bilans des travaux des commissions permanentes de l'association pour l'année 2025 notamment celles liées au transport, au stockage, à la distribution, à la recherche et développement, à l'innovation, à la stratégie et aux perspectives, à l'hydrogène et au capital humain a exprimé sa profonde gratitude envers l'ensemble des participants au projet, soulignant l'importance de leurs contributions et leur engagement. Il a salué les expertises techniques et les solutions proposées par les équipes, en particulier celles de la gestion et du département des technologies de l'information, indiquant que ces efforts constituent un pilier essentiel pour assurer le bon fonctionnement de l'association et la réalisation de ses objectifs.

Il a également appelé à combiner l'expérience des spécialistes chevronnés avec l'énergie et les talents des jeunes, proposant la création d'un club des jeunes au sein de l'Association algérienne de l'industrie du gaz afin de renforcer l'interaction entre les générations. Pour rappel, la cérémonie de clôture s'est déroulée en présence du secrétaire général de l'association, Khaled Badji, du secrétaire général de l'Organisation des pays africains producteurs de pétrole, Farid Ghezali, du président de l'Union internationale du gaz, Andrea Stegher, ainsi que de représentants de grandes sociétés mondiales de l'énergie et des filiales de Sonatrach et Sonelgaz, et d'experts du secteur énergétique.

Synthèse R. E.

FACE À L'ASPHYXIE DU DÉTROIT D'ORMUZ L'Europe se tourne vers l'Algérie

Par S. R.

La fermeture du détroit d'Ormuz, consécutive à l'escalade militaire déclenchée fin février 2026 au Moyen-Orient, fait planer une menace sans précédent sur l'approvisionnement énergétique mondial. Véritable artère vitale du commerce des hydrocarbures, ce passage stratégique, par lequel transitaient quotidiennement des centaines de navires, se retrouve aujourd'hui paralysé, plongeant les marchés dans une incertitude extrême et propulsant les prix du pétrole et du gaz à des niveaux records. Dans ce contexte de tensions aiguës, l'Europe se retrouve en première ligne. Déjà fragilisée par la baisse de ses stocks gaziers et la volatilité des marchés, elle doit désormais faire face à un risque réel d'asphyxie énergétique à l'approche de l'hiver.

La situation s'est aggravée avec les frappes ayant touché des infrastructures clés, notamment à Ras Laffan, réduisant significativement les capacités d'exportation du Qatar, l'un des principaux four-

nisseurs mondiaux de gaz naturel liquéfié. Face à cette équation complexe, une alternative s'impose avec de plus en plus d'évidence : l'Algérie.

Forte de sa proximité géographique avec le Vieux Continent et de ses infrastructures d'exportation sécurisées, la puissance énergétique nord-africaine s'affirme comme un partenaire stratégique incontournable.

Dans un entretien accordé à Euronews, l'expert en énergie Hashem Akl qualifie d'ailleurs l'Algérie de véritable « soupape de sécurité » pour l'Europe, tout en soulignant les limites de sa capacité à compenser intégralement les pertes du gaz qatari.

L'importance de l'Algérie dans le mix énergétique européen ne cesse de croître depuis la crise russo-ukrainienne de 2022. En 2025, elle a fourni entre 39 et 40 milliards de mètres cubes de gaz à l'Union européenne, soit près de 14 % des importations totales. Une grande partie de ces volumes transite par des gazoducs reliant directement les deux rives de la Méditerranée, à l'image du Trans-

med vers l'Italie et du Medgaz vers l'Espagne, garantissant des livraisons plus sûres et moins exposées aux aléas géopolitiques que le transport maritime. Cet avantage structurel prend aujourd'hui toute son importance. Alors que des centaines de méthaniers et de pétroliers restent bloqués dans l'attente d'un hypothétique passage dans le détroit d'Ormuz, les flux algériens continuent d'alimenter régulièrement les marchés européens. Mieux encore, les exportations par gazoducs ont enregistré une hausse notable de 22 % dès janvier 2026, confirmant la capacité de réaction rapide d'Alger face aux tensions internationales.

Pour autant, cette montée en puissance se heurte à des contraintes bien réelles. Les capacités de production nationales approchent de leur seuil maximal, tandis que la demande intérieure progresse à un rythme soutenu.

À cela s'ajoute le déclin naturel de certains gisements historiques, malgré la mise en exploitation de nouveaux champs. Dans ces conditions, l'augmentation des exportations algériennes reste

limitée : selon les estimations, elle pourrait atteindre entre 4 et 8 milliards de mètres cubes supplémentaires en 2026, un volume insuffisant pour compenser totalement le déficit laissé par le Qatar. Cette réalité n'empêche pas l'Europe de renforcer ses liens avec Alger. Des négociations sont en cours avec plusieurs pays, notamment l'Espagne et l'Italie, pour accroître les capacités d'acheminement via les infrastructures existantes. Dans le même temps, le continent diversifie ses sources en se tournant vers les États-Unis, la Norvège ou encore l'Azerbaïdjan, dans une stratégie globale de sécurisation des approvisionnements. En outre, cette crise marque un tournant durable dans les relations énergétiques euro-méditerranéennes.

L'Algérie, déjà acteur clé du gaz naturel, voit son rôle renforcé dans un contexte où la fiabilité des partenaires devient un critère déterminant. À plus long terme, ce positionnement pourrait s'étendre aux énergies renouvelables et à l'hydrogène vert, domaines dans lesquels le pays dispose d'un potentiel considérable.

BLIDA

Mise en terre de plus de 305.000 plants, objectifs "largement dépassés"

La wilaya de Blida a enregistré des résultats dépassant les objectifs fixés dans le cadre de la campagne de reboisement 2024-2025, avec plus de 305.000 plants mis en terre depuis le 25 octobre à ce jour, a-t-on appris mardi auprès de la Conservation locale des forêts.

Cette campagne, placée sous le slogan "De la graine à l'arbre pour la restauration de nos terres forestières", a permis la plantation de plus de 305.000 plants de différentes essences, soit une hausse de 69.000 plants comparativement à la saison écoulée (236.000 plants), a indiqué à l'APS, le conservateur des forêts, Mohamed Mokadem.

Ce bilan a permis de dépasser de 77 % l'objectif initial fixé à 150.000 plants, plaçant ainsi la wilaya au 3e rang national en termes de résultats réalisés sur le terrain, a-t-il ajouté, notant que ces performances sont le fruit de la mobilisation des différents acteurs, entre établissements publics et privés, ainsi que des associations et de la société civile. Dix-neuf (19) conventions de partenariat ont été signées avec des associations environnementales et autres afin d'assurer l'entretien et l'irrigation des superficies reboisées.

Le même responsable a souligné que les deux campagnes nationales de reboisement, organisées les 25 octobre et 14 février derniers, ont connu un grand succès, la 1ère ayant permis la plantation de 30.349 plants, dépassant le programme initial de 20.000, tandis que la seconde, inscrite dans l'objectif de plantation de cinq (5) millions d'arbres, a enregistré la mise en terre de 171.000 plants, un chiffre bien au-delà de l'objectif de 124.500. Pour rappel, la superficie forestière de la wilaya de Blida est estimée à 65.253 hectares, dont 17.857 hectares relevant du Parc national protégé de Chrèa.

R.R.

ALGER

Lancement des premières sessions de formation du programme "trouvez une idée pour votre projet"

Les premières sessions de formation du programme "trouvez une idée pour votre projet" (TRIE) pour l'année 2026 ont été lancées, mardi à Alger, à l'initiative de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA - Alger Centre), au profit de stagiaires spécialisés en cybersécurité, indique un communiqué de l'Agence.

Cette session, organisée au siège de l'Agence, vise à promouvoir l'esprit entrepreneurial chez les diplômés des instituts de formation professionnelle, notamment dans les spécialités techniques liées à la transformation numérique, précise la même source.

Cette formation a vu la participation de stagiaires de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) "Mohamed Tayeb Boucenna", spécialité cybersécurité, dans le cadre d'une orientation visant à accompagner les jeunes pour transformer leurs compétences techniques en projets d'investissement concrets. Le pro-

gramme comprend, selon le communiqué, plusieurs axes portant sur l'élaboration de l'idée de projet, la construction du modèle commercial, ainsi que la présentation des différents mécanismes de soutien et d'accompagnement proposés par l'Agence "NESDA".

Au cours de cette session, les avantages liés au dispositif de soutien à l'entrepreneuriat ont été présentés, notamment les exonérations fiscales, les mécanismes d'accompagnement technique et administratif, en sus des modes de financement disponibles au profit des porteurs de projets.

Les participants ont exprimé un grand inté-

rêt pour le contenu de la formation, en particulier en ce qui concerne la possibilité d'exploiter les compétences acquises en cybersécurité dans des projets innovants répondant aux besoins du marché national, note le communiqué.

Dans ce sillage, les activités de cette session devraient se poursuivre jusqu'à la fin de la semaine, avant que cette initiative ne soit élargie ultérieurement à d'autres spécialités techniques au cours de l'année en cours, conclut le communiqué.

APS

NOUVELLE VILLE DE SIDI ABDELLAH (ALGER)

Lancement d'une ligne dépendante du site Othmane-Belouizdad à la gare ferroviaire

L'entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, mardi dans un communiqué, le lancement d'une nouvelle ligne dépendante du site 05 Othmane-Belouizdad à la gare ferroviaire de Sidi Abdellah (Université), à Alger, à partir de mercredi, et ce dans le cadre de l'amélioration des services de transport public et de la facilitation des déplacements

des citoyens. Cette mesure intervient en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, visant à renforcer la qualité du service, notamment dans les pôles urbains à forte densité démographique, précise la même source. La nouvelle ligne, numérotée 750, desservira, à l'aller, les stations suivantes : site 05 Othmane-Belouiz-

dad, site 04, cité des 5000 logements, et la nouvelle ville de Sidi Abdellah, jusqu'à la gare ferroviaire de Sidi Abdellah (Université). Au retour, elle empruntera les mêmes stations en sens inverse. Selon le programme établi, le premier départ du site 05 Othmane-Belouizdad vers la gare est prévu à 06h10, tandis que le dernier départ depuis la gare ferroviaire de Sidi

Abdellah (Université) vers le même site est fixé à 19h20.

Le programme des dessertes en soirée sera établi en coordination avec les horaires des trains, avec possibilité d'ajustement afin d'assurer une meilleure synchronisation entre les deux modes de transport (bus et train). Le prix du billet a été fixé à 20 DA.

APS

JIJEL

2,4 milliards DA pour plusieurs projets de développement socio-économique

Une enveloppe financière de 2,4 milliards DA a été octroyée au titre de l'exercice 2026 pour soutenir le développement local à travers les communes de la wilaya de Jijel, a révélé mardi le wali, Ahmed Meguelati. Intervenant au cours de la première session ordinaire de l'APW, le même responsable a précisé que cette enveloppe mobilisée au titre du pro-

gramme de soutien au développement socio-économique des communes financera la réalisation de 166 opérations de développement. La répartition aux communes de cette enveloppe a tenu compte des taux de consommation des crédits 2025 et d'avancement des travaux des projets en cours de réalisation, a précisé le chef de l'exécutif local. La wilaya de Jijel a bénéficié

l'année passé de 412 opérations de développement qui traduisent "la détermination des autorités supérieures du pays à prendre en charge les préoccupations des citoyens et promouvoir le niveau de développement dans cette wilaya", a rappelé le wali. Il a également fait état de l'achèvement durant 2025 de 113 opérations sur 149 opérations engagées au profit des localités reculées.

MASCARA

Lancement de la première édition du Salon national du jeune entrepreneur

La première édition du Salon national du jeune entrepreneur a été lancée, mardi à la bibliothèque centrale de l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara, sous le slogan "L'entrepreneuriat leadership et avenir de la jeunesse".

Cette manifestation, organisée par la direction de la Jeunesse et des Sports, en coordination avec l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) et la Ligue de wilaya des activités culturelles et scientifiques, enregistre la participation d'environ 230 jeunes, comprenant des porteurs de projets, des créateurs de startups et de micro-entreprises, ainsi que des bénéficiaires du dispositif de l'auto-entrepreneur, représentant 39 wilayas. L'événement est placé sous le patronage du wali de Mascara, Fouad Aïssi, qui en a donné le coup d'envoi, indique-t-on. Durant trois jours, les participants, no-

tamment des entreprises, startups et micro-entreprises à succès, opérant dans divers secteurs tels que l'agriculture, l'hydraulique, les industries de transformation, l'environnement, le bâtiment, les énergies renouvelables, ainsi que les technologies de l'information et de la communication, présentent près de 70 projets.

Le salon comprend également des espaces dédiés à la présentation des formules de financement proposées par les banques, ainsi que des mécanismes de soutien, notamment ceux offerts par les agences nationales d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) et de gestion du microcrédit (ANGEM).

Des stands sont aussi consacrés à la présentation des structures d'accompagnement de l'entrepreneuriat universitaire, telles que les incubateurs et les centres

de développement de l'entrepreneuriat. Les stands ont connu une forte affluence de la part des étudiants de l'Université "Mustapha Stambouli" en fin de cycle, ainsi que de jeunes adhérents des établissements de la jeunesse de la wilaya. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le wali a affirmé que ce salon "n'est pas une simple manifestation passagère, mais une étape importante pour ancrer la culture entrepreneuriale chez les jeunes et renforcer leur esprit d'initiative et de créativité, en tant que force vive et moteur essentiel du développement économique et social du pays". En marge de cette manifestation, plusieurs activités sont programmées, dont deux concours, l'un devant primer le meilleur "projet innovant de startups et micro-entreprises" et le second la meilleure "idée de projet". Ces concours seront évalués par un jury composé d'en-

seignants et de chercheurs issus d'universités et d'instituts supérieurs, souligne-t-on.

Par ailleurs, des ateliers de formation sont également prévus, portant sur divers thèmes tels que les conseils juridiques et financiers, la création de startups et la réalisation de prototypes de projets.

Selon les organisateurs, ce salon vise à développer la créativité intellectuelle et scientifique des jeunes, à créer un réseau national de jeunes entrepreneurs, à renforcer l'esprit de compétition et l'échange d'expériences, à rapprocher la formation du marché du travail, et à encourager la création de startups et de micro-entreprises, tout en faisant connaître les différents dispositifs de financement et d'accompagnement destinés aux projets des jeunes.

APS

La Chine procède-t-elle réellement à des essais nucléaires ?

Certains pensent que l'administration Trump utilise ces accusations comme prétexte pour que les États-Unis reprennent leurs propres essais.

Par Pavel Devyatkin (*)

L'administration Trump a accusé la Chine d'avoir secrètement testé une arme nucléaire en 2020. L'organisation qui surveille les essais nucléaires dans le monde entier, l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), affirme qu'elle n'a pu confirmer qu'un essai ait réellement eu lieu. La Chine a rejeté ces accusations, les qualifiant de désinformation sur sa politique nucléaire.

Au lieu de traiter cette question comme un désaccord technique que les institutions internationales doivent régler, l'administration Trump semble utiliser ces allégations pour pousser à la reprise des essais nucléaires américains « sur un pied d'égalité ». En octobre dernier, le président Trump a annoncé qu'il avait donné instruction au Pentagone de « commencer à tester nos armes nucléaires ».

C'est une voie dangereuse. Les États-Unis ont suspendu leurs essais nucléaires depuis 1992. La Russie (alors l'Union soviétique) a déclaré son moratoire en 1991. La Chine a suivi en 1996, signant peu après le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Rompre cette norme établie de longue date sur la base d'allégations non fondées pourrait déclencher une nouvelle vague d'explosions nucléaires sans rien résoudre.

Si les responsables américains croient vraiment que la Chine a violé le moratoire sur les essais nucléaires, la réponse appropriée est simple : présenter des preuves vérifiables à la communauté du TICE et faire pression pour que des mesures de vérification plus strictes soient mises en place. Lancer des accusations sans preuves vérifiables, c'est ainsi que les États s'engagent dans une escalade.

Ce que les responsables américains prétendent

Au début du mois de février, le sous-secrétaire d'État Thomas DiNanno a déclaré que les États-Unis pensaient que la Chine avait procédé à des essais nucléaires « productifs », dont un le 22 juin 2020 sur le site d'essai de Lop Nur, dans le nord-ouest de la Chine. Depuis, le secrétaire adjoint Christopher Yeaw a donné plus de détails. Il a souligné un signal sismique à 9h18 UTC, affirmant qu'il ressemblait davantage à une explosion qu'à un tremblement de terre ou à une activité minière. Les responsables américains ont également accusé la Chine d'utiliser le « découplage », une technique visant à dissimuler la signature sismique d'un essai. L'administration a également porté des accusations similaires contre la Russie, mais les accusations contre la Chine



sont plus précises, mentionnant une date, un lieu et une méthode. Le moment choisi est important. Ces allégations ont été formulées la semaine même où le traité New START a expiré, laissant pour la première fois depuis des décennies les États-Unis et la Russie sans aucune limite contraignante en matière d'armes stratégiques. Le secrétaire d'État Marco Rubio a fait valoir que les accords bilatéraux entre les États-Unis et la Russie sont désormais « obsolètes » et que la Chine doit être incluse dans tout accord futur, malgré le fait que l'arsenal chinois soit bien moins important que les stocks russes et américains. Accuser la Chine d'avoir procédé à des essais secrets vient étayer cette thèse et permet aux États-Unis de se dérober à leurs propres obligations. Les services de renseignement américains auraient estimé que cet essai présumé s'inscrit dans le cadre d'une campagne chinoise plus large visant à développer une nouvelle génération d'armes nucléaires, notamment des armes nucléaires tactiques à faible rendement.

Ce qu'en disent les experts

Les accusations de l'administration contredisent les déclarations de l'autorité technique mondiale chargée de détecter les essais nucléaires explosifs. Le secrétaire exécutif de l'OTICE, Robert Floyd, a expliqué que pour la date en question, le système de surveillance de l'organisation « n'avait détecté aucun événement correspondant aux caractéristiques d'un essai nucléaire à cette époque » et qu'une analyse détaillée ultérieure n'avait pas modifié cette conclusion.

Les capteurs de l'OTICE ont détecté deux petits événements sismiques à 12 secondes d'intervalle à la date et à

l'heure indiquées, mais ils étaient beaucoup trop faibles pour être considérés comme des explosions nucléaires probables (le seuil du système est d'environ 500 tonnes de TNT). Avec les données disponibles, l'OTICE a déclaré qu'elle ne pouvait pas affirmer avec certitude ce qui avait causé ces événements.

Floyd a souligné ce qui manquait : les outils de vérification les plus puissants du TICE, notamment les inspections sur site à court terme, ne peuvent être activés qu'une fois le traité entré en vigueur. Les États-Unis ont signé le TICE, mais ne l'ont jamais ratifié. La Chine non plus. La Russie l'a signé et ratifié, mais s'est ensuite retirée.

L'institut norvégien NORSAR, un organisme indépendant de surveillance sismique, a également vérifié les données et est parvenu à une conclusion similaire. Il a détecté un petit événement au même moment, mais a déclaré qu'il « ne pouvait ni confirmer ni infirmer un essai nucléaire » à partir des données sismiques disponibles, et que l'événement pouvait être un petit tremblement de terre naturel.

En bref, nous sommes sur le point de reprendre les essais nucléaires, même si les données techniques publiques ne permettent pas de trancher la question et que les outils de vérification ne sont pas disponibles, car le traité qui les a créés n'est pas en vigueur.

Ce que les États-Unis devraient plutôt faire

Si Washington dispose réellement d'arguments solides prouvant que la Chine a procédé à un essai nucléaire, il devrait rallier le soutien international afin de demander des comptes à Pékin. Si les preuves ne sont pas suffisamment solides pour être divulguées, elles ne le sont pas non plus pour mettre fin à des

décennies de restriction en matière d'essais nucléaires.

Il existe des mesures claires à prendre pour aller de l'avant. Les États-Unis, la Chine et la Russie devraient ratifier le TICE afin que le monde puisse réellement utiliser les outils de vérification conçus pour des situations comme celle-ci.

Avec la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire qui se tiendra en avril, Washington pourrait faire pression pour obtenir une déclaration politique des cinq grandes puissances nucléaires (États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni) réaffirmant le moratoire sur les essais. Les responsables américains rencontrent déjà les délégations de ces pays pour des discussions sur le contrôle des armes nucléaires. Réaffirmer l'interdiction des essais donnerait aux États-Unis l'autorité morale nécessaire pour exiger la transparence de la part des autres pays. Le sommet Trump-Xi début avril offre une nouvelle opportunité. Si les États-Unis veulent que la Chine participe aux négociations sur le contrôle des armements, ils doivent se présenter à Pékin avec des propositions concrètes en matière de vérification, et non pas se contenter de pointer du doigt, ce qui détruit la confiance avant même que les discussions ne commencent. Les États-Unis disposent d'une marge de manœuvre réduite pour prendre l'initiative en matière de vérification et de réduction des risques.

(*) Chercheur non résident au Quincy Institute et associé principal à l'Arctic Institute.

Source : Responsable Statecraft, publié le 26-02-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EGYPTE

Le gouvernement présente un projet de budget en hausse de 13,2 % pour 2026-2027

Le nouveau projet de budget de l'Égypte est orienté en faveur du citoyen et de l'investisseur, et vise à renforcer l'activité économique. La santé, l'éducation, la protection sociale ainsi que le soutien à la production et aux exportations figurent en tête des priorités de dépenses publiques. Le gouvernement égyptien a approuvé cette semaine un projet de budget estimé à 5100 milliards de livres égyptiennes (environ 96,9 milliards USD) pour l'exercice 2026/2027, soit une hausse de 13,2 % par rapport à l'exercice précédent. Le ministre des Finances a déclaré que le nouveau budget est orienté « en faveur du citoyen et de l'investisseur, et qu'il renforce l'activité économique ». Il a également souligné que « la santé, l'éducation, la protection sociale, ainsi que le soutien à la production et à l'exportation sont les principales priorités des dépenses publiques ».

Le projet comprend l'intégration des budgets de 65 organismes publics économiques et l'approbation du plan de développement économique et social pour l'exercice 2026/2027. Les recettes devraient atteindre 4000 milliards de livres égyptiennes, en hausse de 27,6 %. Les dépenses de protection sociale atteignent 832,3 milliards de livres égyptiennes, soit +12 % sur un an. Par ailleurs, 90 milliards de livres égyptiennes seront alloués à des programmes de soutien à l'activité économique, avec des incitations liées à des résultats tangibles sur le terrain.

Les indicateurs macroéconomiques du pays des pharaons montrent des signes d'amélioration ces dernières années, après une période marquée par une baisse des revenus en devises, une inflation élevée, une dette publique croissante ainsi qu'une pénurie de devises étrangères. Cette amélioration s'explique, selon le Fonds monétaire international, par des politiques monétaires et budgétaires restrictives, combinées à une plus grande flexibilité du taux de change. Le pays a également bénéficié de recettes touristiques exceptionnelles, de transferts financiers de travailleurs expatriés, ainsi que d'importants accords d'investissement.

En 2024/2025, la croissance s'est établie à 4,4 %, contre 2,4 % en 2023/2024, tandis que l'inflation a fortement diminué pour atteindre 11,9 % en janvier 2026, grâce à des politiques monétaires et budgétaires rigoureuses. Dans le projet de budget 2026/2027, le gouvernement prévoit de réduire la dette publique à 78 % du produit intérieur brut, contre 86,8 % en 2024/2025, selon le FMI.

Agence

PÉTROLE

La Libye confie à Chevron l'étude d'un nouveau bloc offshore

Alors que la Libye cherche à maximiser l'exploitation pétrolière, elle mise sur le potentiel d'hydrocarbures en mer. Une zone jugée peu explorée par les autorités. En Libye, la société publique du pétrole (NOC) a annoncé, jeudi 26 mars, la signature d'un protocole d'accord avec la multinationale américaine Chevron en vue de mener une étude sur le bloc NC146, situé au large des côtes du pays.

Synthèse R I.

L'entente consiste concrètement à réaliser une analyse technique et géologique de cette zone. L'objectif de Chevron sera d'évaluer le potentiel en hydrocarbures du site. À terme, ces travaux visent à renforcer les réserves nationales d'hydrocarbures. À ce stade, aucune activité de forage ni décision d'investissement n'est engagée. Le président de la NOC, Masoud Sulman, indique que le bloc NC146 reste largement inexploré. Il évoque des « indicateurs géologiques encourageants » susceptibles de conduire à des découvertes, sans fournir d'estimation chiffrée des ressources. Chevron apportera son expertise en exploration offshore ainsi que des technologies conformes aux standards internationaux. La signature de cet accord s'inscrit dans une dynamique de relance de l'exploration pétrolière en Libye, particulièrement au large des côtes du pays. La compagnie in-

dique vouloir développer de nouvelles zones offshore et mobiliser des partenaires internationaux pour soutenir ces efforts alors qu'un nouveau cycle d'appel d'offres est en cours de préparation.

L'offshore, nouveau levier de relance pétrolière

Dans le sillage de l'accord signé avec Chevron pour étudier un bloc en mer, Tripoli réactive une orientation engagée depuis plusieurs mois en faveur de l'offshore. En juin 2025, Agence Ecofin a rapporté que les autorités libyennes ont remplacé le développement pétrolier en mer au cœur de leur stratégie énergétique.

D'après des informations de la NOC publiées en janvier 2026, la Libye a lancé le forage d'un premier puits d'exploration en eaux profondes, présenté comme une étape inédite dans le pays. Cette opération marque une avancée technique sur un seg-

ment jusqu'ici peu développé.

La compagnie nationale précise que ce projet a été conduit en partenariat avec des acteurs internationaux, mobilisés pour leur expertise technique. Le recours à ces partenaires s'explique par les exigences technologiques et financières propres aux opérations en offshore profond, indique la même source.

Les résultats des activités de Chevron doivent déterminer les prochaines étapes, notamment un éventuel passage à des travaux d'exploration plus avancés, selon les informations communiquées.

La production pétrolière libyenne se situe actuellement autour de 1,4 million de barils par jour. Les autorités visent une hausse à environ 1,6 million de barils par jour d'ici fin 2026, afin de compenser le déclin de certains champs terrestres. Dans ce sillage, elles ont conclu, fin janvier 2026, un accord de 25 ans avec les multinationales TotalEnergies et ConocoPhillips.

MAURITANIE

Le Premier ministre appelle à lutter contre les tentatives de monopole, de spéculation et de contrebande

Le Premier ministre mauritanien, Mokhtar Ould Diay, a appelé à poursuivre les efforts nécessaires, dans un esprit de coordination, de concertation et d'efficacité, afin d'assurer un approvisionnement continu en produits de première nécessité et en énergie, et à faire preuve de vigilance et de fermeté face à toute tentative de monopole, de spéculation ou de contrebande. Ces propos ont été tenus lors de la

réunion périodique de la commission ministérielle chargée du suivi de l'approvisionnement du marché en produits de première nécessité. Au cours de cette réunion, un point a été fait sur la situation actuelle des stocks de produits de première nécessité et d'énergie, ainsi que sur les niveaux des prix sur le marché, et les mesures prises jusqu'à présent par le gouvernement pour garantir la stabilité de l'approvisionne-

ment et limiter les fluctuations des prix ont été passées en revue. Les participants ont également assisté à une présentation sur les stocks nationaux de produits de première nécessité et d'énergie, ainsi que sur les efforts déployés par le gouvernement pour assurer l'approvisionnement et faire face à la crise. Les participants ont également passé en revue les développements liés à la crise actuelle et ses réper-

cussions attendues sur les plans économique et social, et une série de propositions et de mesures visant à atténuer ses effets négatifs ont été avancées. Un certain nombre de partis politiques, ainsi que la Confédération des employeurs mauritaniens et les syndicats, ont participé à la réunion de la commission ministérielle.

R I.

AGRICULTURE EN TUNISIE

Des récoltes menacées par les perturbations climatiques

Le président du Syndicat tunisien des agriculteurs, Midani Dhaoui, a alerté ce mardi 31 mars 2026 sur les effets négatifs des perturbations météorologiques actuelles sur le secteur agricole, estimant que ces variations brusques du temps ont perturbé l'équilibre des plantes et pourraient provoquer des pertes au niveau des récoltes. Dans une déclaration accordée à Tunisie Numérique, il a expliqué que les conditions climatiques observées ces derniers jours ont un impact direct sur plusieurs cultures, notamment à cause du gel, appelé localement « jliida », ainsi que de la rosée, ou « nadoua », connue pour favoriser l'apparition de maladies touchant les plantes et les arbres.

Le gel et la rosée, deux facteurs à risque

Selon Midani Dhaoui, le gel représente un danger particulier pour les cultures maraîchères. Il a précisé que ce phénomène peut affecter gravement les plantes, allant parfois jusqu'à leur destruction.

Il a ajouté que la rosée constitue, elle aussi, un facteur préoccupant, dans la mesure où elle favorise l'apparition de maladies sous forme

de pourritures, y compris des pourritures racinaires. Il a expliqué cela par le fait que la plante perd son équilibre lorsqu'elle passe brutalement d'un climat froid à un climat chaud, ce qui crée un terrain favorable au développement de ces pathologies.

Des vents parfois nocifs pour les arbres fruitiers

Le responsable syndical a également évoqué l'effet du vent sur les cultures, soulignant que tout dépend de son intensité. Les vents violents peuvent provoquer la chute des fleurs, voire endommager certains arbres, en particulier les arbres fruitiers comme l'amandier et le pêcher.

En revanche, lorsque leur vitesse reste modérée, les vents peuvent jouer un rôle positif dans le développement de la plante, notamment en facilitant la pollinisation.

Des conditions plutôt favorables aux grandes cultures

Midani Dhaoui a, par ailleurs, indiqué que les grandes cultures, actuellement au stade de formation de l'épi, ne devraient pas être péna-

lisées par le froid modéré ni par les pluies enregistrées ces derniers jours.

Il a estimé que ces cultures ont besoin, à ce stade, d'un apport en eau, ce qui rend les précipitations bénéfiques dans la phase actuelle.

Il a toutefois précisé que l'excès de pluie devient problématique à un stade plus avancé, lorsque le grain arrive à maturité.

Dans ce cas, l'eau peut altérer sa couleur, la faire virer au blanc et entraîner une dégradation de sa qualité, avec un impact possible sur son classement par l'Office des céréales.

Malgré ces risques, le président du Syndicat tunisien des agriculteurs a estimé que la saison agricole actuelle reste porteuse d'espoir, notamment grâce à un niveau de précipitations jugé satisfaisant, susceptible d'atténuer les effets laissés par les précédentes années de sécheresse.

Il a néanmoins insisté sur la nécessité d'assurer la disponibilité des engrais, en particulier l'ammonitrate et l'azote, dont la pénurie persistante pourrait entraîner une baisse de la production agricole au cours de cette saison.

R I/Agence

POUR STIMULER LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE

La Côte d'Ivoire lance un plan quinquennal

La Côte d'Ivoire est le principal importateur de produits halieutiques en Afrique de l'Ouest. Alors que l'offre locale couvre moins de 15 % des besoins sur le marché domestique, le gouvernement cherche à renforcer les capacités de l'industrie locale pour réduire la dépendance aux importations.

R I/Agence

En Côte d'Ivoire, le Projet de Développement des Chaînes de Valeur Compétitives de l'Aquaculture et de la Pêche Durable (ProDeCAP) a été officiellement lancé le 26 mars dernier. Cette initiative qui sera mise en œuvre sur une période de 5 ans avec l'appui de la FAO, a pour objectif d'accroître la contribution du secteur de la pêche et de l'aquaculture aux économies locales et nationales, ainsi qu'à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Un plan d'investissement de 33 millions \$

Le projet est doté d'un budget de 28,95

millions d'euros (33,1 millions \$), cofinancé à hauteur de 85 % par un prêt de la Banque africaine de développement, tandis que le reste provient du gouvernement ivoirien et des autres parties prenantes.

Les interventions porteront notamment sur l'amélioration de la gouvernance et la gestion durable des pêches maritimes, lagunaires et continentales, le développement de l'aquaculture ainsi que le renforcement des chaînes de valeur compétitives.

Le nombre total de bénéficiaires directs et indirects attendus est estimé à environ 700 000 personnes, parmi lesquelles 50 000 opérant dans l'aquaculture et 650 000 dans le secteur de la pêche.

« Le projet a une envergure nationale et sa mise en œuvre va se concentrer sur trois principales zones du territoire national : la façade maritime [incluant les villes d'Abidjan, Jacqueville, Assinie et les départements de San Pedro, Tabou, Grand-Béréby, Sassandra, etc.] ; les plans et cours d'eau continentaux, les bas-fonds, forages artésiens et plaines inondables dispersés dans les bassins versants du Centre [départements de Man, Bouaké, Toumodi, Yamoussoukro, Soubré, Béoumi, et les lacs de barrage de Kossou et Buyo] », peut-on lire dans le document de présentation du projet.

TANZANIE

Le groupe japonais Toyo prépare la mise en place d'une usine d'engrais

La Tanzanie est le troisième importateur d'engrais en Afrique de l'Est, derrière l'Éthiopie et le Kenya. Alors que le potentiel de production reste sous-exploité, les autorités comptent de plus en plus sur des capitaux étrangers pour développer l'industrie locale. Le groupe industriel japonais Toyo Engineering Corporation est en pourparlers avec les autorités tanzaniennes pour implanter une usine de fabrication d'engrais dans le pays d'Afrique de l'Est. C'est ce qui ressort d'une récente rencontre entre une délégation de l'entreprise conduite par son directeur du département international, Taisuke Nonaka, et Athumani Kilundumya, se-

crétaire permanent adjoint au ministère de l'Agriculture de la Tanzanie.

« Le gouvernement continuera de travailler avec les investisseurs privés du secteur des engrais afin de garantir un approvisionnement suffisant et d'accélérer l'adoption des engrais par nos agriculteurs », a déclaré le secrétaire à cette occasion.

Selon les informations relayées le samedi 28 mars par les médias locaux, l'usine envisagée sera en mesure de produire des engrais essentiels comme l'ammoniac et l'urée, dans le but d'améliorer la disponibilité et de soutenir la productivité agricole du pays.

Cette annonce intervient dans

un contexte de tension sur le marché mondial des engrais et de perturbations des chaînes d'approvisionnement qui affectent particulièrement la Tanzanie. Depuis fin février 2026, l'escalade militaire entre les États-Unis, Israël et l'Iran perturbe le trafic maritime via le détroit d'Ormuz, un point de passage stratégique du Golfe persique par lequel transite un tiers du transport maritime mondial de fertilisants (soit près de 16 millions de tonnes). D'après la CNUCED, la Tanzanie a importé environ 31 % de ses besoins en engrais depuis la région du Golfe persique au Moyen-Orient en 2024, ce qui en fait le deuxième pays africain le plus dépendant de la région pour ses approvision-

nements en engrais après le Soudan.

Dans ce contexte, l'annonce d'un nouveau projet industriel de production d'engrais est une opportunité de renforcer les capacités de l'industrie locale et de réduire la dépendance aux importations, d'autant plus que le potentiel du pays reste largement sous-exploité. En 2024, la société publique du pétrole (TPDC) soulignait que la Tanzanie dispose d'une réserve de gaz naturel (matière première indispensable dans la production d'engrais azotés), évaluée à 54,57 trillions de pieds cubes standards, mais que moins de 2 % de ce stock était alors utilisé.

Agence

ZAMBIE

100 MW d'éolien et de solaire pour renforcer le réseau électrique

Alors qu'elle dépend en grande partie de l'hydroélectricité, la Zambie poursuit la diversification de son mix pour sécuriser son approvisionnement. Cette évolution s'accompagne toutefois de nouveaux enjeux liés à l'intégration des énergies variables dans le réseau national.

Un nouveau projet de production d'électricité verte d'une capacité de 100 MW va voir le jour en Zambie. L'accord, conclu entre DZGM Energy Resources et Zesco Limited, prévoit l'injection de cette énergie dans le réseau national.

Le ministère de l'Énergie a annoncé, samedi 28 mars, la signature de ce contrat d'achat d'électricité (PPA) qui ouvre la voie au lancement d'un projet hybride combinant éolien et solaire. Présent lors de la rencontre, le ministre de l'Énergie, Makozi Chikote (image, au centre), a souligné « l'importance d'accroître la production d'électricité et d'améliorer la fiabilité de l'approvisionnement. »

Rompre avec la dépendance à l'hydroélectricité

En Zambie, le système électrique repose encore largement sur l'hydroélectricité, qui représente plus de 80 % de la production, selon les données du National Energy Compact For Zambia. Cette dépendance expose le pays et son système électrique aux aléas climatiques. La sécheresse observée en 2024 a ainsi entraîné une baisse significative de la production, mettant en tension l'approvisionnement électrique pendant plusieurs mois.

Pour y répondre, les autorités multiplient les projets solaires afin de renforcer la capacité de production et d'améliorer la sécurité énergétique. En septembre 2025, Africa GreenCo et Serenje Energy ont conclu un accord préliminaire en vue d'un contrat d'achat d'électricité pour la centrale solaire de Lusanje, d'une capacité de 25 MW. Fin janvier, le projet solaire de 20 MW du Natural Resources Development College (NRDC), à Lusaka, a été inauguré. En février, le ministère de l'Énergie a ensuite signé un accord de mise en œuvre avec Goldenray Energy pour le développement d'une centrale solaire de 118 MWc à Sinazongwe, dans la province méridionale.

R I.

RDC

China Minmetals intéressé par de nouveaux permis miniers

Dans le but de soutenir son expansion dans l'univers minier congolais, l'entreprise chinoise est en pourparlers avec les autorités du secteur. Sa démarche pourrait s'avérer efficace.

Le groupe chinois China Minmetals Corporation (CMC), actionnaire majoritaire indirect de MMG, a exprimé son intérêt pour l'acquisition de nouveaux permis miniers en République démocratique du Congo (RDC), à l'issue d'une réunion tenue le mardi 24 mars 2026 à Beijing (en Chine) avec le ministre des Mines, Louis Watum Kabamba.

Selon la communication du ministère, les échanges ont porté sur l'extension des opérations du groupe dans le pays. China Minmetals a également mani-

festé son intérêt pour une collaboration technique avec le Service géologique national, dans l'objectif d'accélérer l'identification de nouveaux gisements.

Lors de cette réunion à Beijing, le ministre des Mines a rappelé les priorités stratégiques de la RDC, en mettant l'accent sur l'intensification de la recherche géologique, la transformation locale des ressources, la création d'emplois durables et le renforcement de la participation congolaise dans la chaîne de valeur minière.

Le ministère présente cette rencontre comme un signal en faveur d'un modèle fondé sur l'investissement productif, la valorisation locale des ressources et le développement durable du secteur minier congolais.

Kinsevere au cœur de la présence de CMC

En RDC, l'actif central du groupe est la mine de Kinsevere, exploitée par MMG, à environ 30 kilomètres au nord de Lubumbashi, dans le Haut-Katanga. Historiquement centrée sur la production de cuivre, cette exploitation a fait l'objet d'une expansion destinée à intégrer le traitement du sulfure de cuivre et du cobalt.

Approuvé en mars 2022, ce projet visait un investissement total compris entre 550 et 600 millions de dollars, avec l'ambition d'atteindre, à pleine capacité, une production annuelle de 80 000 tonnes de cuivre cathodique et de 4000 à 6000 tonnes de cobalt. Dans ce cadre, un financement de 300 millions

de dollars avait été accordé en décembre 2023 par Top Create Resources Limited, une entité liée au groupe CMC. Après l'achèvement mécanique du projet d'expansion en septembre 2024, MMG visait pour 2025 une production comprise entre 63 000 et 69 000 tonnes de cuivre cathodique à Kinsevere.

Cet objectif n'a finalement pas été atteint. Selon les résultats opérationnels publiés par MMG, la mine a produit 52 791 tonnes de cuivre en 2025, soit une hausse de 18 % par rapport à l'année précédente. Cette progression traduit néanmoins la montée en puissance du projet d'expansion.

Synthèse R I/Agence

POINT-MARCHÉS

Les marchés mondiaux portés par l'espoir d'une désescalade en Iran

Les marchés financiers mondiaux ont fortement progressé mercredi, soutenus par un regain d'optimisme lié à une possible désescalade du conflit en Iran. Les actions ont nettement rebondi, les obligations se sont redressées, tandis que le dollar a légèrement reculé, dans un climat de retour de l'appétit pour le risque.

R I/Agence

En Europe, l'indice STOXX 600 a bondi de 2,5 % en début de séance, avant de réduire ses gains à environ 2 %, tout en restant en voie d'enregistrer sa plus forte hausse quotidienne depuis un an. Les secteurs les plus sensibles au contexte géopolitique ont particulièrement profité de ce mouvement : les valeurs du voyage ont progressé de 3,4 %, tandis que l'aérospatiale et la défense ont gagné 3,9 %. Parallèlement, les rendements des obligations allemandes à dix ans ont reculé de 5 points de base. Aux États-Unis, les contrats à terme sur le S&P 500 laissent entrevoir une hausse plus modérée, de l'ordre de 0,5 %. En Asie, l'indice MSCI des actions Asie-Pacifique hors Japon a enregistré une envolée de 4,7 %, sa meilleure performance quotidienne depuis novembre 2022. Ce regain d'optimisme fait suite aux déclarations du président américain Donald Trump, qui a indiqué mardi que les États-Unis pourraient mettre fin à leurs opérations militaires contre l'Iran dans un délai

de deux à trois semaines.

Pour Evelyne Gomez-Liechti, stratège multi-actifs chez Mizuho, « les marchés intègrent l'hypothèse d'une fin prochaine du conflit ou, du moins, d'un retrait américain », ce qui favorise les actifs risqués. Elle appelle toutefois à la prudence, soulignant que les frappes se poursuivent et qu'aucun cessez-le-feu n'a été formellement évoqué, notamment du côté d'Israël.

Malgré ces incertitudes, les investisseurs semblent privilégier le scénario d'une accalmie. Le rebond des marchés intervient en dépit d'informations évoquant une possible implication des Émirats arabes unis dans le conflit et des discussions autour d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le détroit d'Ormuz.

Sur le marché pétrolier, les cours restent volatils. Le Brent a reculé d'environ 1 % à 102,94 dollars le baril, après être brièvement passé sous le seuil des 100 dollars. L'or, valeur refuge, a progressé de 1 % à 4 720 dollars l'once.

Du côté des devises, l'indice du dollar a

cédé 0,1 %, prolongeant son repli entamé la veille, dans un contexte de réévaluation des perspectives de politique monétaire américaine. Le rendement des bons du Trésor à dix ans a également reculé, à 4,277 %.

Selon les anticipations du marché, la probabilité d'une baisse des taux de la Réserve fédérale lors de sa réunion de juillet s'établit désormais à 17,9 %, contre 7,5 % la veille. Toutefois, les perspectives d'un assouplissement monétaire à plus long terme restent incertaines.

Les investisseurs restent attentifs à la publication de plusieurs indicateurs économiques majeurs aux États-Unis, notamment les chiffres de l'emploi ADP pour mars, qui précèdent le rapport officiel sur l'emploi attendu vendredi. Les données de l'ISM manufacturier et des ventes au dé-

tail sont également très attendues.

En zone euro, une enquête PMI a révélé un rebond de l'activité manufacturière à son plus haut niveau en près de quatre ans en mars, soutenue en partie par les perturbations des chaînes d'approvisionnement. Leuro s'est apprécié de 0,3 % face au dollar, atteignant 1,158 dollar.

En Asie, des données économiques solides ont également soutenu les marchés. En Corée du Sud, les actions ont fortement progressé, portées par des résultats robustes dans le secteur des semi-conducteurs, avec une hausse marquée des exportations en mars.

Enfin, sur le marché des crypto-actifs, le bitcoin a progressé de 0,4 % à 68 469 dollars, tandis que l'éther a gagné 1,2 % à 2 130 dollars.

MOYEN-ORIENT

La Bourse de Paris prend Trump au mot et rebondit

La Bourse de Paris a commencé la journée mercredi en net rebond, voulant prendre au mot le président américain Donald Trump qui a envisagé un retrait de la guerre d'Iran "bientôt", dans les deux ou trois semaines.

Vers 10h15 heure de Paris, l'indice CAC 40 progressait de 1,75%, à 7.954 points.

La Bourse de Paris avait clôturé mardi sur une hausse un mois de mars particulièrement morose pour le CAC 40, qui a marqué son plus fort recul mensuel (-8,90%) depuis la crise du Covid en mars 2020, en raison du conflit au Moyen-Orient commencé il y a plus d'un mois. "Le marché veut croire que Donald Trump est prêt à mettre fin à la guerre en Iran sous deux à trois semaines comme il l'a indiqué", ont rapporté les experts de Natixis.

"La clé reste toutefois l'ouverture durable du détroit d'Ormuz, ainsi que la vulnérabilité des infrastructures énergétiques de la région, y compris au-delà du pétrole et du gaz", ajoutent-ils dans une note publiée mercredi.

Les propos de Donald Trump ont aussi eu un

effet sur les marchés des dettes (obligations) des États et de l'énergie.

Référence mondiale du brut, le pétrole Brent de la mer du nord reculait de 3,63%, à 100,20 dollars le baril, à 10h00, heure de Paris. Son équivalent américain, le WTI, se repliait de 4%, à 97,32 dollars le baril.

Sur le marché de la dette, le taux d'intérêt sur les emprunts français à dix ans reculait à 3,65%, contre 3,72% la veille.

En France, l'optimisme pouvait aussi être alimenté par un indicateur national. Les ventes de voitures neuves ont augmenté de 12,86% en mars sur un an, un rebond après un début d'année difficile, selon les données publiées mercredi par la Plateforme automobile (PFA), qui défend les intérêts du secteur. La palme de la hausse revenait aux banques (Société générale +5,28% à 65,02 euros, BNP Paribas +4,35% à 84,51 euros) vers 10h00.

Conséquence de la baisse des prix du pétrole, TotalEnergies a enregistré la plus forte baisse de valeur vers 10h00 (-2,19%, à 79,14 euros).

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 Avril 2026
Valeur : 03 Avril 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.7200	132.7350
1	EUR EURO	153.6499	153.6939
1	GBP POUND STERLING	175.9979	176.0645
100	JPY JAPANESE YEN	83.5295	83.5652
1	CNY CHINESE YUAN	19.2941	19.2985
1	CHF SWISS FRANC	167.0064	167.0673
1	CAD CANADIAN DOLLAR	95.4065	95.4379
1	DKK DANISH KRONE	20.5637	20.5676
1	SEK SWEDISH KRONA	14.0908	14.0951
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.6821	13.6874
1	AED UAE DIRHAM	36.1300	36.1489
1	SAR SAUDI RIYAL	35.3543	35.3677
1	KWD KUWAITI DINAR	432.5945	432.7845
1	TND TUNISIAN DINAR	44.8442	45.2949
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.1583	14.1599
1	LYD LIBYAN DINAR	20.6594	20.7655
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3356	3.3460
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.0282	180.0282

BOURSE ZURICH

Le SMI continue dans le vert en matinée

La Bourse suisse continuait en zone positive dans la matinée de mercredi, après avoir opté sans ambiguïté pour le vert en ouverture de séance après que Donald Trump a promis la veille de terminer la guerre contre l'Iran. Ce regain de confiance reste toutefois fragile au vu de l'imprévisibilité des événements au Moyen-Orient, avertissent certains analystes.

Au 33e jour de guerre au Moyen-Orient, "les déclarations de Donald Trump évoquant une possible fin de la guerre dans les prochaines semaines - 2 à 3 semaines selon le président américain - ont ravivé l'appétit pour le risque, soutenant à la fois les actions et les obligations. Mais attention, car derrière cet optimisme de court terme, les incerti-

tudes persistent sur le détroit d'Ormuz, laissant présager une volatilité encore élevée dans les jours à venir" note l'analyste.

L'experte de Swissquote Ipek Ozkardeska relève pour sa part que "beaucoup mettent en garde contre le fait que des perturbations prolongées de l'approvisionnement dans le détroit d'Ormuz - par lequel transitent 20% du pétrole mondial et 20 à 25% du gaz - pourraient déclencher une "destruction de la demande", c'est-à-dire une hausse des prix suffisante pour contraindre les entreprises et les consommateurs à réduire leur consommation, ce qui porterait un coup à l'activité économique.

Sur le terrain, la télévision d'Etat iranienne Irib a fait état d'explosions entendues dans le nord, l'est et le

centre de la capitale iranienne mercredi matin, parlant d'"attaques sur Téhéran". De son côté, le président américain va s'adresser à la nation mercredi sur le sujet, a annoncé la porte-parole de la Maison Blanche mardi sur X.

SoftwareOne déçoit

En Suisse, les revenus du secteur tertiaire ont reculé de 1,4% sur un an au mois de janvier, tandis que les chiffres d'affaires du commerce de détail, ajustés de l'effet des jours ouvrables et des jours fériés, ont stagné en février, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS). Vers 10h30 à la Bourse suisse, le Swiss Market Index (SMI) s'enrobait de 1,65% à 12'987,55 points, après

avoir entamé la journée en hausse de 1,88%. Le Swiss Leader Index (SLI) prenait 1,76% à 2070,26 points et le Swiss Performance Index (SPI) 1,57% à 18'116,08 points. Sur les trente principales valorisations, seules trois étaient revêtues de rouge.

Le paquebot alimentaire Nestlé se trouvait en queue de peloton, lâchant 0,4%. Le suivaient le chocolatier Lindt (-0,3%) et le réassureur Swiss Re (-0,04%).

En tête de liste s'affichait désormais l'entreprise pharmaceutique Sandoz (+3,8%), dont Goldman Sachs lance la couverture avec une recommandation "achat". Venaient ensuite le groupe technologique ABB (+3,5%) et la grande banque UBS (+3,3%). Parmi les autres poids lourds du

marché, les groupes pharmaceutiques Roche et Novartis gagnaient 1,8% et 1,7%, respectivement. Sur le marché élargi, SoftwareOne s'affichait toujours en queue de peloton, réduisant quelque peu ses pertes avec un recul de 6,2%. Le prestataire de services informatiques a fait part mardi d'un résultat brut d'exploitation (Ebitda) ajusté ayant bondi de 24,0% en 2025 à 277,0 millions de francs suisses et d'un bénéfice net ajusté ayant gonflé de 22,8% à 89,6 millions. Le conseil d'administration proposera toutefois à ses actionnaires un dividende divisé par deux sur un an à 0,15 franc par action.

R. I.

EQUATEUR

Le FMI va verser près de 400 millions de dollars d'aide au pays

Le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement équatorien ont finalisé mardi la cinquième revue du programme d'aide financière en cours dans le pays andin, ouvrant la voie à un déboursement de 394 millions de dollars.

L'accord doit encore être validé par le conseil d'administration du Fonds avant que la tranche ne soit versée effectivement à l'Equateur. Le programme, signé en mai 2024 pour un montant de 4 milliards de dollars, a été porté à cinq milliards en juillet 2025 à la demande du gouvernement équatorien, afin de "faire face à des conditions externes difficiles". "Les autorités poursuivent leurs progrès importants dans la mise en place des ré-

formes prévues par le programme", notamment en renforçant les revenus de l'Etat et en améliorant l'efficacité de la dépense publique, a souligné la responsable de la mission du FMI sur place, Patrizia Tumbarello, citée dans un communiqué. Par ailleurs, les autorités sont parvenues à améliorer l'accès aux liquidités du secteur financier local ainsi qu'à renforcer les réserves en devise du pays.

L'Equateur a signé mi-mars un accord

commercial avec Washington offrant l'accès à ses produits au marché américain sans les droits de douane de 10% théoriquement imposés aux importations. Les Etats-Unis sont le principal partenaire commercial de l'Equateur. Les exportations équatoriennes vers les Etats-Unis se sont élevées à 6,8 milliards de dollars et les importations à 9,1 milliards en 2025, selon la Banque centrale équatorienne.

APS

G7 ET LA CRISE

Le groupe promet d'agir pour protéger le marché de l'énergie face à la guerre en Iran

Les ministres de l'Énergie et des Finances du G7 ont indiqué suivre de près la manière dont la guerre en Iran affecte les marchés de l'énergie et des matières premières, l'inflation et la stabilité économique globale, et se disent prêts à prendre « toutes les mesures nécessaires » pour garantir la sécurité et la stabilité des marchés de l'énergie, selon un communiqué publié lundi.

« Nous sommes prêts à prendre toutes les mesures nécessaires, en étroite coordination avec nos partenaires, notamment pour préserver la stabilité et la sécurité du marché de l'énergie. Nous reconnaissons l'importance d'une action

internationale coordonnée pour atténuer les effets de contagion et préserver la stabilité macroéconomique », indique le communiqué. Même si les dirigeants du G7 ne se sont accordés sur aucune mesure concrète – comme un nouveau recours aux réserves pétrolières –, les discussions de ce lundi doivent ouvrir la voie à une évaluation par les ministres européens de l'Énergie mardi.

Les ministres passeront en revue la sécurité énergétique et les niveaux d'approvisionnement dans l'ensemble de l'UE, alors que le bloc s'efforce d'endiguer une crise pétrolière qui, selon Fatih Birol, directeur de l'Agence internationale

de l'énergie, rappelle les années 1970.

L'AIE a déjà coordonné le déblocage de 400 millions de barils de pétrole le 11 mars pour compenser la chute de l'offre provoquée par le blocage du détroit d'Ormuz, après les attaques américaines et israéliennes contre l'Iran, mais cette mesure s'est révélée insuffisante pour enrayer l'envolée des prix du pétrole. Des experts techniques de l'UE en matière de pétrole et de gaz se réunissent régulièrement pour évaluer la gravité de la situation.

La Commission européenne maintient que le bloc est confronté surtout à une forte volatilité des prix.

Mais la réunion de mardi avec les ministres de l'Énergie vise à faire le point sur le niveau actuel des réserves dans un contexte d'imprévisibilité croissante, alors que des cargaisons de GNL à destination de l'Europe ont été détournées vers l'Asie, où les prix sont plus élevés.

La flambée soudaine des prix du pétrole et du gaz naturel a secoué les marchés, propulsant le Brent à 119 dollars le baril, contre environ 70 dollars avant la guerre. Les analystes estiment que les prix du pétrole pourraient grimper jusqu'à 200 dollars dans le cadre de scénarios de conflit imprévisibles.

R I.

ETATS UNIS

Une semaine charnière pour jauger l'économie américaine

La semaine dernière, les marchés américains ont encore été marqués par une forte volatilité, largement dictée par l'actualité géopolitique. C'est vrai qu'en l'absence de catalyseurs macro-majeurs, les investisseurs sont concentrés sur l'évolution du conflit au Moyen-Orient, la remontée du prix du pétrole et les pressions persistantes sur les grandes valeurs de la tech. En début de semaine dernière, le marché a tenté un rebond porté par des espoirs d'une désescalade, mais l'optimisme s'est rapidement estompé face à des annonces contradictoires et ravivant les incertitudes. Au final, le bilan est contrasté. Les petites capitalisations ont rebondi, mettant fin à plusieurs semaines de baisse, tandis que les grands indices américains ont enchaîné une cinquième semaine consécutive de replis. Une rotation sectorielle en faveur des valeurs dites value qui ont surperformé les valeurs de croissance pour la troi-

sième semaine d'affilée.

La semaine à venir sera écourtée par le vendredi Saint, mais restera riche en enseignements. Le principal rendez-vous sera le rapport sur l'emploi américain publié vendredi. Les attentes pointent vers une reprise modérée des créations de postes après une contraction en février avec un taux de chômage stable autour des 4,4%. Un indicateur clé pour jauger la solidité de l'économie dans un contexte qui demeure incertain. D'ici là, plusieurs statistiques importantes seront également publiées. Aujourd'hui, les investisseurs surveilleront la confiance des consommateurs ainsi que les offres d'emploi.

Deux indicateurs essentiels pour évaluer la dynamique de la demande du marché du travail. Mercredi, l'attention se portera sur les ventes au détail et l'indice ISM manufacturier attendu en zone d'expansion, confirmant une activité in-

dustrielle résiliente. Côté entreprises, la saison des résultats touche à sa fin avec quelques publications à suivre, notamment dans la consommation et l'alimentaire. Les résultats du groupe comme Nike, McCormick, Conagra ou encore Lamb Western permettront de prendre le pouls de la demande et des marges dans un environnement encore inflationniste avant le début de la nouvelle période de publication.

Le président de la Réserve fédérale s'est exprimé hier à l'université Harvard en indiquant que la Banque centrale ne disposait pas d'outils capables de produire des effets significatifs à court terme face à un choc énergétique. Il a souligné que ces chocs sont généralement transitoires, tandis que la politique monétaire a plutôt tendance à agir avec des délais variables et s'inscrit dans une perspective plus long terme.

R I.

ALLEMAGNE

Le marché du travail atone sans élan printanier

Le taux de chômage en Allemagne est resté stable à 6,3% en mars, soulignant l'absence de reprise printanière sur le marché du travail, selon des chiffres officiels publiés mardi. En données brutes, le nombre de chômeurs est resté au-dessus de la barre des 3 millions, franchie en janvier, à 3,021 millions de personnes, selon l'Agence fédérale pour l'emploi. Sur un an, le nombre de personnes sans emploi a augmenté de 54.150.

"Comme chaque année, le marché du travail connaît en mars son redressement printanier, cette année toutefois, sans véritable élan", a commenté Andrea

Nahles, directrice de l'agence pour l'emploi, dans un communiqué.

Après une hausse de l'activité économique au quatrième trimestre 2025, "les conséquences de la guerre en Iran constituent un vent contraire important pour le début de la reprise", note l'agence dans son rapport mensuel.

Cela s'inscrit dans la continuité d'une période marquée par une "faiblesse conjoncturelle persistante sur le marché du travail au cours des trois dernières années", où les perspectives de retrouver un emploi demeurent, dans ce contexte, "exceptionnellement limitées", indique le document.

La combinaison d'une croissance quasi nulle, tel qu'attendu par la Banque fédérale d'Allemagne pour le premier trimestre, et d'une inflation en hausse, tirée par les prix d'énergie, pourrait placer l'Allemagne dans une situation de stagflation, un scénario où ralentissement économique et hausse des prix coexistent.

La question de la main d'œuvre immigrée a également été abordée par Mme Nahles, alors que Berlin et Damas travaillent au retour dans leur pays de centaines de milliers de syriens réfugiés en Allemagne, selon le chancelier allemand Friedrich Merz, qui recevait lundi le

président syrien Ahmed al-Chareh à Berlin.

En effet, le taux d'emploi parmi les immigrants, notamment Syriens, arrivés lors de l'afflux de 2015-2016 est, selon l'institut IAB de Nuremberg, "de 60%, contre 71% pour la population allemande", a souligné lors d'une conférence de presse Mme Nahles.

Ces ressortissants occupent surtout des emplois dans la santé, les soins, le commerce et la logistique, des secteurs où "la demande de main-d'œuvre est clairement présente", a-t-elle ajouté.

R I.

FRANCE

TotalEnergies prolonge le plafonnement des prix à la pompe dans ses stations jusqu'au 7 avril

La date du 7 avril n'a pas été choisie au hasard : elle permet à l'énergéticien d'attirer dans ses stations les Français sur les routes lors du long week-end de Pâques, jusqu'à lundi inclus.

Les prix à la pompe resteront moins chers chez TotalEnergies ces prochains jours. Un peu plus d'un mois après le déclenchement du conflit au Moyen-Orient, l'énergéticien tricolore a annoncé, ce mardi, la prolongation de « ses mesures de plafonnement dans ses stations-service en France ». Et ce, jusqu'au 7 avril prochain alors qu'elles devaient cesser fin mars. De quoi rester particulièrement compétitif, en cette période de flambée des prix des carburants.

Dans le détail, le groupe va maintenir le prix de l'essence plafonné à 1,99 euro, quand celui du diesel va s'afficher, au maximum, à 2,09 euros. Des limites supérieures qui étaient déjà en vigueur dans ses stations depuis mi-mars. La date du 7 avril n'a pas été choisie au hasard : elle permet à TotalEnergies d'attirer dans ses 3300 stations les Français qui seront sur les routes lors du long week-end de Pâques, jusqu'à lundi inclus.

Les stations du réseau de l'énergéticien vont ainsi être compétitives, particulièrement dans le cas du gazole, dont le tarif moyen s'affichait, la semaine dernière, à 2,1888 euros, selon les données officielles de l'État. L'essence valait, de son côté, environ 1,9712 euro pour le SP95-E10, 2,0463 euros pour le SP98 et 2,0091 euros pour le SP95 classique. Agence

ITALIE

Prolongation jusqu'en 2038 la fermeture de ses centrales à charbon

Le Parlement italien a voté mardi pour retarder de plus de dix ans la fermeture des centrales électriques au charbon.

Le projet de loi du gouvernement italien repoussant la sortie du charbon de 2026 à 2038 pour des raisons de "sécurité énergétique" a été approuvé mardi par la Chambre des députés et doit maintenant être examiné par le Sénat, où la coalition au pouvoir est majoritaire. L'Italie compte actuellement quatre centrales au charbon.

APS

APRÈS STEVE JOBS

Comment Apple s'est réinventée pour survivre ?

Quand Steve Jobs disparaît, beaucoup doutent de la capacité d'Apple à lui survivre. La suite montrera une autre réalité : l'entreprise a moins remplacé son fondateur qu'elle n'a transformé son héritage.

« Steve Jobs est mort ». Dans la nuit du 5 octobre 2011, heure française, la nouvelle saisit la planète tech et dépasse largement le cercle des fidèles d'Apple. Une fois passé le choc, la même interrogation revient partout : comment l'entreprise pourrait-elle continuer à rayonner sans celui qui en était à la fois le stratège, le symbole et la voix ? La réponse ne viendra ni d'un successeur providentiel ni d'une rupture immédiate. Apple a survécu autrement, par une transformation lente, méthodique et profonde.

Une succession sous contrôle, dans l'ombre persistante de Steve Jobs

Les débuts de Tim Cook à la tête d'Apple n'ont rien de spectaculaire, et c'est presque logique. L'homme choisi pour succéder à Steve Jobs vient des opérations. Là où le cofondateur incarnait la vision produit et la mise en scène, Cook apparaît comme son exact opposé : un dirigeant méthodique, discret, davantage tourné vers l'exécution que vers le récit.

Il prend pourtant les commandes d'une entreprise en excellente santé. En un peu plus d'une décennie, Apple a retrouvé sa place au premier plan avec l'iMac, imposé l'iPod, puis bouleversé l'industrie avec l'iPhone et, dans une moindre mesure, l'iPad. En 2011, la marque ne traverse pas une crise de succession au sens industriel du terme : elle dispose d'une image très forte, de produits installés et d'une dynamique commerciale intacte.

Dans les premières années de l'ère Cook, Apple s'appuie d'ailleurs largement sur cet héritage. Entre 2011 et 2013, l'entreprise affine surtout des lignes déjà bien établies, avec de nouvelles générations d'iPhone, d'iPad et de MacBook Air. Le public suit, et même massivement. Les ventes d'iPhone continuent de progresser, tandis que l'écosystème Apple séduit un nombre croissant d'utilisateurs.

Reste qu'une partie des observateurs commence alors à douter. La machine Apple tourne, mais elle ronronne un peu. Chez les passionnés de technologie, les critiques sur le manque d'audace se multiplient, et l'entreprise semble entrer dans une phase de consolidation plus que de rupture. La marque reste puissante, mais son image d'agitateur de l'industrie commence déjà à évoluer.

Apple cesse de vendre seulement des objets pour bâtir un écosystème

L'iPhone est le produit le plus vendu d'Apple, et c'est un problème pour le constructeur. Si une génération de smartphones tousse, c'est l'entreprise toute entière qui s'enrhume. Tim Cook n'est pas un homme de produits, mais s'est entouré d'une équipe pour projeter Apple dans une autre dimension et diversifier son catalogue, comme ses sources de revenus. En 2014, l'Apple Watch marque un tournant dans cette stratégie. Apple investit l'univers des montres connectées avec un produit encore imparfait à ses débuts, mais qui s'améliore année après année jusqu'à devenir un prolongement crédible de l'iPhone. La montre connectée illustre bien la méthode Cook : moins de révolution immédiate, davantage de maturation progressive, jusqu'à imposer un nouvel usage dans l'écosystème de la marque.



Jusqu'à tout récemment, Apple était le premier vendeur de montres connectées dans le monde, mais également de montres tout court.

En 2016, rebelote. Apple annonce les AirPods, ses premiers écouteurs sans-fil. Sur le web, les internautes multiplient les commentaires moqueurs sur ces nouveaux produits, expliquant que personne ne porterait de cotons-tiges dans la rue. Dix ans plus tard, les analystes estiment que le constructeur aurait vendu environ 550 millions d'exemplaires, toutes générations confondues.

La vraie évolution qui reflète le plus la stratégie de Tim Cook à la tête d'Apple est à trouver du côté des services. À la mort de Steve Jobs, cette catégorie génère de confortables revenus, qui proviennent essentiellement des commissions prélevées sur les ventes de l'App Store. Le nouveau patron a transformé cette ligne comptable en vache à lait, en multipliant les services. iCloud, Apple Music, Apple TV dans l'univers du streaming, Apple Pay... le constructeur californien a multiplié les abonnements en seulement quelques an-

nées. Après le Mac, l'iPhone devient le cœur de la vie numérique, et le poumon économique de la société.

Les consommateurs occasionnels, qui achètent un iPhone tous les trois ans, deviennent des clients récurrents, et la division Services ne cesse de progresser pour représenter près d'un quart du chiffre d'affaires de l'entreprise. Cela représente en 2025 une somme de 109 milliards de dollars à elle toute seule. C'est plus que le chiffre d'affaires annuel de bon nombre d'entreprises du CAC 40.

Avec Tim Cook, la Pomme devient moins flamboyante, mais bien plus solide

En près de 15 ans, Tim Cook n'a pas seulement suivi les pas de Steve Jobs, mais a imposé à Apple une transformation en profondeur. L'entreprise n'est plus le trublion de la tech, celle dont on attendait chaque présentation pour savoir comment elle allait révolutionner notre quotidien. Si l'on devait filer la métaphore, Steve Jobs représentait l'adolescence d'Apple, une période

bruyante faite de coups d'éclat risqués. Tim Cook, lui, incarne l'âge adulte, la responsabilité et une certaine aversion au risque.

Finie la grosse start-up des années 2000, l'actuel patron en a fait une machine de guerre industrielle et commerciale que rien ne semble arrêter. Si l'on peut reconnaître que Cook et ses équipes se reposent sur la ligne de produits mise en place par Steve Jobs du temps de son vivant, le chiffre d'affaires de l'entreprise a été multiplié par quatre entre 2011 et 2025, passant de 108 milliards de dollars à 416 milliards de dollars. Le bénéfice a lui aussi quadruplé pour passer de 26 à 112 milliards de dollars. D'un point de vue financier, c'est une réussite incontestable.

Tout n'est pas rose pour autant. Apple semble avoir raté la révolution provoquée par l'arrivée de l'intelligence artificielle et patine depuis de nombreux mois pour revenir dans la course. Les observateurs du groupe rappelleront qu'Apple préfère attendre qu'une technologie mûrisse avant de l'adopter. C'est vrai, mais cette prudence érode l'image d'innovation forgée sous Steve Jobs. Pendant ce temps, NVIDIA est devenue l'entreprise la plus valorisée de l'histoire, et Google ou OpenAI font la Une à chaque présentation d'un nouveau modèle. Pendant ce temps, les fans attendent désespérément la sortie d'un Siri dopé à l'IA, qui ne cesse d'être repoussé.

On peut aussi citer l'Apple Vision Pro, le casque de réalité mixte sur lequel Apple a massivement investi. Les ventes sont faibles, c'était attendu pour un appareil proposé à un prix de 4 000 euros, mais le grand public ne s'est jamais vraiment intéressé à cet ordinateur spatial, et le produit est rapidement tombé dans l'oubli. C'est sans doute là que se joue le véritable bilan de l'après-Jobs.

Apple a survécu, prospéré, et même renforcé sa puissance. Mais cette réussite s'est construite au prix d'une transformation profonde : la firme a perdu une part de son aura d'outsider pour devenir un empire plus prévisible, plus méthodique et bien mieux armé pour durer. Reste désormais une autre question, presque aussi sensible que celle de 2011 : qui, après Tim Cook, pourra redonner à Apple le goût du risque ? En interne, un nom revient déjà avec insistance, celui de John Ternus, patron du hardware et possible incarnation d'un nouveau chapitre.

MERCEDES GLE ET GLE COUPÉ 2026

**Plus puissants, plus intelligents
et (encore) plus confortables**

Mercedes remet au goût du jour les GLE et GLE Coupé (2026). Au programme : nouveaux moteurs, système d'exploitation MB.OS, écran MBUX Superscreen et aides à la conduite améliorées pour un confort et une efficacité optimisés.



Mercedes anticipe l'arrivée du nouveau BMW X5 en offrant une profonde remise à jour du GLE et du GLE Coupé. Selon la Firme à l'étoile, son duo de SUV haut de gamme bénéficie de quelque 3000 pièces nouvelles ou actualisées. L'accent sera mis sur les groupes motopropulseurs, le confort de conduite, les fonctions numériques et les systèmes de sécurité. Bien entendu, le style a droit lui aussi à un bon coup de bistouri, même si le GLE reste clairement reconnaissable en tant qu'évolution du modèle actuel.

Logo Mercedes éclairé

À l'extérieur, la nouvelle signature lumineuse et la nouvelle calandre sont immédiatement identifiables. Les phares adoptent une signature lumineuse en forme d'étoile (double), tandis que la grande calandre peut être équipée en option d'un contour et d'une étoile centrale éclairés. À l'arrière, les blocs optiques ont également été redessinés, avec des éléments étoilés tridimensionnels. Mercedes propose également de nouvelles teintes pour la carrosserie et de nouvelles jantes de 20 pouces. En option, Mercedes propose un éclairage numérique de nouvelle génération avec technologie micro-led, qui offre un champ lumineux plus large, consomme moins d'énergie tout en étant plus léger que le système précédent.

Digitalisation intérieure

À l'intérieur, Mercedes mise fortement sur la numérisation. Le GLE est désormais équipé de MB.OS, le nouveau système d'exploitation de Mercedes-Benz, qui contrôle toutes les fonctions du véhicule en tant que couche logicielle centrale. Grâce à des processeurs puissants, à l'intelligence artificielle et à la connexion au cloud Mercedes, la voiture devrait rester à jour même après l'achat grâce à des mises à jour en direct. Le MBUX Superscreen, qui combine trois écrans de 12,3 pouces sous une même surface vitrée, est désormais de série. Le passager avant bénéficie dnc lui aussi d'un écran dédié de série. Le système d'infodivertissement utilise la technologie Google Maps pour la navigation, tandis que l'assistant virtuel devrait être capable de mener des conversations plus complexes grâce à l'IA de Microsoft, Google et

ChatGPT, entre autres.

Magic Vision Control

Mercedes modernise l'habitacle sans pour autant rompre avec les commandes physiques. Il y a de nouvelles finitions, des thèmes d'éclairage d'ambiance supplémentaires et de nouvelles couleurs intérieures, dont le "Beech Brown" (brun hêtre). Les sièges bénéficient d'un nouveau design et de nouvelles options de réglage électrique. Sur les versions supérieures, un système audio 3D Burmester avec Dolby Atmos est également proposé en option. Un toit ouvrant panoramique de plus d'un mètre carré est désormais proposé de série. En pratique, le GLE reste fidèle à son rôle de grand SUV. Une deuxième rangée de sièges à réglage électrique est proposée en option et une troisième rangée de sièges reste disponible. Le volume du coffre varie de 630 à 2055 litres, selon la configuration. Ceux qui tractent souvent une remorque peuvent compter sur une capacité de remorquage maximale de 3,5 tonnes. En outre, le GLE est équipé d'un nouveau système de filtration de l'air qui renouvelle et purifie l'air intérieur toutes les 90 secondes environ. En sus, le Magic Vision Control est également disponible pour la première fois pour un nettoyage intensif du pare-brise.

Plus de puissance, plus d'efficacité

Sous la carrosserie, la principale innovation concerne les motorisations. Mercedes parle d'une nouvelle gamme de moteurs à la fois plus puissante et plus raffinée, tout en maintenant un haut niveau de confort en termes de bruit et de vibrations. Le GLE 580 4Matic reçoit un V8 révisé qui délivre désormais 395 kW (soit 538 ch) au lieu de 380 kW, tandis que le couple passe de 730 à 750 Nm. Le moteur a été revu en profondeur, avec notamment un vilebrequin plat, un turbo modifié et des optimisations supplémentaires au niveau de l'admission, de l'échappement et du post-traitement des gaz d'échappement. Le six cylindres essence du GLE 450 4Matic a également été retravaillé. Le couple passe à 560 Nm et Mercedes promet une agilité et une réactivité accrues au quotidien. Le nouveau GLE 450e

4MATIC hybride rechargeable bénéficie lui aussi de ce nouveau six cylindres et affiche un gain de 55 kW/75 ch par rapport à son prédécesseur (la puissance du système passe de 381 à 456 ch). L'autonomie en mode électrique est de 106 km selon la norme WLTP.

En ce qui concerne le Diesel avec les GLE 350d 4Matic et GLE 450d 4Matic, Mercedes applique désormais un convertisseur catalytique chauffé électriquement pour contrôler plus rapidement les émissions. Tous les moteurs essence et Diesel sont équipés d'un système mild-hybrid (hybridation douce) en 48 V avec alternodémarrateur intégré, pour des fonctions telles que l'évolution en roue libre, le boost et la récupération d'énergie. La version AMG du Mercedes GLE a également été mise à jour pour 2026. Il en va de même pour le GLS, encore plus grand.

E-Active Body Control et amortissement géré via le cloud

Le confort de conduite fait également l'objet d'une grande attention. Le GLE peut être équipé du système E-ACTIVE BODY CONTROL, qui contrôle chaque roue individuellement. Le système analyse les conditions de conduite jusqu'à 1000 fois par seconde et limite non seulement les mouvements de roulis, mais aussi la plongée au freinage et le cabrage à l'accélération. En outre, Mercedes introduit une nouvelle gestion d'amortissement basée sur le cloud pour la suspension AIRMATIC. Ce système utilise les données Car-to-X pour détecter à l'avance les dos d'âne, par exemple, et ajuster l'amortissement avant

même qu'ils ne se produisent. Cela devrait apporter un confort supplémentaire, en particulier sur les chaussées en mauvais état ou sur les dos d'âne plus prononcés.

Supercalculateur refroidi par eau

En termes d'assistance à la conduite, Mercedes franchit une nouvelle étape avec la dernière génération de MB.DRIVE. Le GLE est équipé d'un nouvel ordinateur central refroidi par eau et d'un vaste ensemble de capteurs comprenant dix caméras, jusqu'à cinq radars et 12 capteurs à ultrasons. Big Brother a plus d'yeux que jamais. L'aide au stationnement a encore été élargie : la voiture peut désormais reconnaître les places de stationnement en diagonale et se garer automatiquement plus rapidement. Une fonction permettra également à la voiture d'inverser automatiquement une trajectoire déjà parcourue, par exemple lorsqu'il n'est pas possible de faire demi-tour. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle génération du GLE et du GLE Coupé. Mais une vaste mise à jour technique et numérique. Les principales nouveautés sont le nouveau système d'exploitation MB.OS (avec MBUX Superscreen), la palette de moteurs actualisée, le châssis amélioré et les systèmes d'aide à la conduite encore plus performants. Ce faisant, Mercedes a clairement choisi de combiner les atouts classiques du GLE - confort, espace et efficacité - avec davantage de logiciels, de connectivité et de raffinement. La balle est maintenant dans le camp de BMW avec le X5.



Mots fléchés

Idiot		Poison	Passereau		Message		Trou de nez		Pour écouter		Orateur grec
Craquantes			Instrument de musique indien						Préfecture de la Loire-Atlantique		Île italienne
Nuage bas		Rivière espagnole			Evêché normand		Gratté				
							Généteur				
						Il peut être maritime				Béryllium	
Pensionnaire		De temps en temps								Nettoyée	Golfe
		Tapages									
							Vrai				Groupe de Rap français
							Ville de Savoie				
Rasera	Inactives		Dernier pli à la belote	Maison d'Italie				Dépourvu			
								Beau perroquet			
						Organes	Choisi		Vélo		
Fin de messe				Presser					Secoué par une émotion		
Chamois									Envergure		
					Étreins						Petits socles
					Fleuve italien						
Privatif			Postérieur	Poteau pointu						Titane	
Escapades				Baies jaunes				Cela		Glace anglaise	
							Hurler				
							Pays européen				
Espaces de temps					Article		Consolée				
Pays du Proche-Orient							Train de banlieue				
						Encaissées					Grande ouverte
						Lâche					
Corps pesant	Enterrer									Cosse	Amoureuse
	Disciples										
				Largeur d'étoffe	Désert			Mer européenne			
								Regardée			
Répands	Loupa	Ancien loup					Pronom personnel			Trou pour boulin	
		Bêcheur					Dans le sang				
					Boisson spiritueuse						Général confédéré
					Humble rampant						
Remorque fermée			Apparition						Terre d'argile		
			Saint normand						Ville de Mésopotamie		
Echarpe					Issu de			Beau château			
Torpille							Inventée				

Le baril de Brent sous les 100 dollars

Les cours du baril de pétrole Brent reculaient mercredi, repassant sous la barre des 100 dollars, en raison des espoirs de désescalade militaire dans la région du Golfe et du Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, perdait 4,05% à 99,76 dollars en début de matinée, après avoir chuté de plus de 5%. Le cours du baril de WTI, pour livraison en mai, reculait quant à lui de 4,23% à 97,09 dollars.



ANP

Reddition d'un terroriste

Un terroriste armé s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar et 6 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période allant du 25 au 31 mars 2026, indique, hier, un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 25 au 31 mars 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et "grâce aux efforts des unités de l'ANP, le terroriste dénommé +B.A.+ dit +El-Cherif+ s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar, en sa possession un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions et divers effets, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont arrêté 6 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations".

SOMMET MINISTÉRIEL AFRICAÏN DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Adoption de la «Déclaration d'Alger»

Par Selma R.

Les travaux du sommet ministériel africain, organisé dans le cadre du Global Africa Tech 2026, tenu du 28 au 30 mars à Alger, se sont achevés par l'adoption d'un texte fondateur : la « Déclaration ministérielle d'Alger sur la souveraineté des télécommunications africaines et la connectivité intégrée ». À l'issue des délibérations, quatorze articles ont été validés, posant les jalons d'un cadre continental structurant pour la période 2026-2030. Présidée par le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, cette réunion de haut niveau a rassemblé plusieurs responsables africains, ainsi que des représentants d'organisations régionales et d'institutions de financement, autour d'un enjeu désormais central : la maîtrise des infrastructures numériques et des données sur le continent. Au cœur de cette déclaration figure un principe novateur, celui de « l'inclusivité souveraine ». Loin d'opposer connectivité et souveraineté, les signataires ont ainsi affirmé la nécessité de concilier l'élargissement de l'accès aux services numériques avec le contrôle straté-

gique des infrastructures. Cette approche traduit une volonté claire de bâtir un modèle africain autonome, capable de répondre aux besoins des populations tout en préservant l'indépendance technologique des États. Le document prévoit, dans cette optique, des engagements concrets en matière de connectivité universelle, de protection des infrastructures critiques, de souveraineté des données et de développement des compétences. Il esquisse également les contours d'un écosystème numérique intégré, fondé sur la création de centres de données locaux, de points d'échange Internet et de solutions de cloud souverain hébergées sur le sol africain. La cybersécurité, tout comme le soutien aux startups technologiques endogènes, figure parmi les priorités retenues.

Dans ce contexte, l'Algérie se positionne comme un moteur de l'intégration numérique continentale. Dans son intervention, Sid Ali Zerrouki a défendu une vision ambitieuse, résumée par le concept « Tous les réseaux, une seule convergence », visant à assurer une interconnexion fluide entre les infrastructures terrestres, maritimes et spatiales, désormais considérées comme

un levier stratégique de souveraineté, de résilience et de développement économique.

Afin de garantir la mise en œuvre effective de ces engagements, les participants ont acté la création d'un mécanisme de suivi, le SPAS-GAT, un secrétariat dédié à la coordination entre les États africains. Cette structure aura pour mission de faciliter l'échange d'expertises, de piloter les projets prioritaires et de mobiliser les partenaires techniques et financiers, dans un esprit de complémentarité avec les dispositifs existants de l'Union africaine. Ce sommet marque également un jalon politique important pour l'Algérie, dont l'engagement en faveur d'une Afrique intégrée et souveraine a été salué par les participants. Le président Abdelmadjid Tebboune a été particulièrement remercié pour son soutien constant à ce type d'initiatives structurantes, qui renforcent la coopération inter-africaine et accélèrent la transformation numérique du continent. La Déclaration d'Alger sera prochainement soumise au sommet de l'Union africaine pour adoption, une étape décisive susceptible de lui conférer une portée continentale élargie.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

La guerre au moyen orient met les banques centrales sous pression

A première vue, la guerre au Moyen Orient a et aura des impacts significatifs sur l'énergie ; c'est le principal secteur d'activité et de richesse dans la région. Mais l'énergie est présente dans tous les secteurs d'activités économique et sociale et dans toutes les régions du monde. L'énergie est consommée aussi bien par les activités économiques (l'industrie, l'agriculture, le transport, le tourisme les services ...)

que par les particuliers. Ainsi, tout changement dans l'offre ou dans les prix affecte tous les autres secteurs et les particuliers. Le Moyen Orient est le réservoir mondial des hydrocarbures ; il concentre plus du tiers de la consommation mondiale. Une destruction des installations ou même une perturbation des réseaux de transports peuvent avoir des impacts sur les marchés mondiaux de l'énergie. C'est ce que nous vivons depuis le début de cette guerre.

Les prix ont grimpé de plus de 20% pour le pétrole brut et plus de 40% pour le gaz en moyenne (GN, GPL et GNL) et ce malgré les mesures prises par les grands consommateurs en puisant dans leurs réserves (AIE, Japon, Chine, Corée du Sud...) et la suspension de l'embargo pour un mois sur les exportations russes. L'Inde et la Corée du Sud sont déjà alimentées par la Russie.

Les destructions dans les installations

pétrolières et gazières aux EAU, au Qatar, en Arabie Saoudite et bien-sûr en Iran, sont de nature à prolonger le choc sur l'énergie même après l'éventuel accord de cessez-le-feu, car la reprise des activités nécessitera des réparations coûteuses et des délais assez longs. Certains pays ont décidé d'arrêter ou de diminuer l'activité de certaines industries grandes consommatrices d'énergie, c'est le cas notamment de l'acier, des ciments, des engrais, ou de l'aluminium.

Cette situation va impacter, par effet de cascade, l'ensemble des économies. Les chaînes de valeurs sont éclatées entre plusieurs pays ou régions et la transmission des hausses de prix de l'énergie se fait très rapidement et aucun pays n'est à l'abri d'une inflation directe ou importée. L'OCDE a revu à la hausse ses taux d'inflation pour l'année en cours ; à titre d'exemple, en France le taux est relevé de 1.3% à 1.9%, dans la zone Euro il passe de 1,9% à 2,4%, alors qu'au USA, il est revu à 4,2%.

Les Banques Centrales sont appelées à réagir si l'on veut maîtriser un tant soit peu la spirale inflationniste. Dans une première phase, elles peuvent agir par les instruments de la politique monétaire (taux directeur, ou de réserves obligatoires ou encore sur le marché interbancaire dans une marge très limitée), mais elles seront amenées, à un moment, à arbitrer entre l'inflation et

la croissance. Les Banques Centrales ont le mandat de lutter contre l'inflation en priorité, ce qui peut conduire à affecter la croissance. Comme la cause est un choc de l'offre d'un bien, le risque d'une stagflation (inflation avec une baisse de la croissance) est réel ; ce qu'aucun pays ne souhaite vivre. Les Banques centrales seront soumises à rude épreuve pour juguler l'inflation, surveiller les déficits et l'endettement et éviter une récession. La situation est encore plus complexe lorsque le pays est confronté à des déficits jumeaux. Un exercice périlleux pour beaucoup de banques centrales dont les pays sont endettés, avec des déficits budgétaires et grands importateurs d'énergie (la majorité des pays de l'OCDE, Chine, Inde, Vietnam...).

Ci-après quelques réactions de certaines Banques centrales face aux risques liés à la guerre au Moyen-Orient (synthèse FMI, OMC, WEF) : « L'inflation liée aux matières premières découlant de perturbations de l'offre ne peut être traitée par un resserrement de la demande sans risquer une récession. La Banque d'Angleterre a annulé les baisses de taux prévues et pourrait devoir les relever (IPC révisé de ~2 % à 3%. La BCE(UE) met en garde contre la stagflation dans la zone euro. La Fed (USA) fait face à un débat interne intensifié, les baisses de taux étant désormais bien moins probables. Des pays

du Chili à la Pologne révisent à la baisse leurs attentes de baisses de taux. En Asie-Pacifique, l'inflation régionale pourrait atteindre 4,6 % en 2026 contre 3,5 % en 2025. »

Les pays exportateurs d'hydrocarbures (OPEP, USA, Russie...) sont évidemment moins exposés à ces vulnérabilités ; Ils peuvent même tirer profit de cette situation et compenser l'inflation importée par des revenus additionnels induits par la hausse des prix de l'énergie. Bien entendu, les pays en développement importateurs d'énergies sont les plus exposés aux conséquences de cette crise impactant toutes les économies.

La situation économique est devenue tellement critique que même l'ONU, à travers son Secrétaire Général, s'inquiète plus des conséquences économiques de la guerre que de la situation des populations civiles ou de l'extension du conflit à l'ensemble de la région et au-delà. En effet, Guterres a consacré l'essentiel de son discours à l'ONU aux impacts économiques de la guerre sans faire référence aux morts civiles et particulièrement les 175 enfants de l'école de Téhéran bombardée le premier jour de l'agression israélo-américaine sur l'Iran. Ce sont ces impacts économiques de la guerre qui vont amener les américains à cesser l'agression.